L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5e ANNEE JEUDI 4 AVRIL 73 N° 183

CONTRE LA BOURGEOISIE CAPITALISTE

FORGEONS DANS L'ACTION L'UNITÉ PROLÉTARIENNE ET POPULAIRE !

Un fleuve humain ininterrompu de la Gare de l'Est à la Nation, 200 000 jeunes déterminés, une immense jeunesse pleine de combativité, la solidarité avec les ouvriers en lutte clamée par des centaines de milliers de poitrines trois heures durant, voilà le spectacle unique dans l'histoire révolutionnaire de notre peuple qui animait lundi soir Paris. Même durant le printemps révolutionnaire de 68, jamais tant de jeunes de moins de 18 ans pour la plupart, ne s'étaient retrouvés réunis d'un coup pour manifester leur colère contre le pouvoir réactionnaire. Quelle meilleure illustration du brillant avenir de notre peuple ?

La multitude pleine d'ardeur de ce lundi reflète l'énergie bouillonnante qui monte du plus profond des masses de notre peuple, elle annonce une prochaine et inéluctable tempête révolutionnaire. Ce n'est pas un hasard si les manifestants ont scandé leur soutien aux ouvriers en grève de Renault, et dénoncé la circulaire Fontanet contre les immigrés. Dans cette perspective, les communistes marxistes-léninistes ont une tâche historique à assumer qui est de susciter et d'impulser l'organisation des masses.

De quel prix la classe ouvrière, les masses laborieuses, la jeunesse progressiste, ne payeraient-elles pas le défaut d'organisation, face à la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie ! Nous avons sous les yeux de bons exemples des formes d'organisation démocratiques et prolétariennes que sont capables de se donner les masses en lutte.

Les lycéens qui partout ont organisé des comités de luttes, qui ont partout rassemblé TOUS les élèves de leur établissement pour délibérer et décider des actions à mener, ces jeunes ont retrouvé les formes révolutionnaires de la Commune de Paris ; leurs assemblées générales ont été d'authentiques « assemblées populaires ». Bien sûr au stade actuel de la lutte de telles assemblées n'avaient pas le caractère insurrectionnel des assemblées de la Commune de Paris ; bien sûr l'inexpérience s'est parfoit fait sentir, mais l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel c'est ce dont nous, marxistes-léninistes nous devons nous inspirer, c'est que nous devons encourager et populariser. L'essentiel c'est que les assemblées de lycéens et d'étudiants ont refusé la direction de toute organisation politique désireuse de « récupérer » leur mouvement ; elles ont exprimé par là leur volonté de ne pas recommencer les erreurs de 68 où la rivalité des groupes a souvent brisé le caractère d'organisation de masse qu'avaient alors les Comités d'Action et les Assemblées générales ; c'est la volonté surtout de refuser la direction contre-révolutionnaire que le P « C » F veut leur imposer. Le refus des magouillages, des rivalités de sectes, de la « récupération » ça n'est pas le refus de politiser le mouvement, mais le souci de faire décider par les masses elles-mêmes les formes qu'il devait prendre, le souci de maintenir l'union qui soude les rangs des masses en lutte.

Les marxistes-léninistes n'ont nullement peur d'être plongés au sein des masses, ils n'ont nullement peur de la lutte idéologique qui traverse les rangs prolétariens et populaires ; comme le soulignait Lénine « *l'histoire elle-même milite en faveur de nos conceptions !* ».

Par exemple, les brutalités fascistes auxquelles se livrent maintenant régulièrement les CRS à la fin de chaque manifestation, les provocations, les « ratonnades » ne militent-elles pas contre les tenants du légalisme à tout prix, pour la propagation de l'idée juste qu'il faut riposter à la violence contre-révolutionnaire par la violence révolutionnaire ? Ces centaines de milliers de jeunes dans la rue qui font frémir le pouvoir réactionnaire ne militent-ils pas pour l'idée juste que les revendications prolétariennes et populaires s'imposent dans les usines, dans les campagnes, dans les universités et lycées, et non par des élections au parlement bourgeois, et non par le crétinisme parlementaire ?

Les marxistes-léninistes ont profondément confiance dans les masses : ils doivent encourager partout et notamment dans les entreprises leur organisation. Tel est le sens du mot d'ordre que nous lancions ici même voici un mois, tel est le sens des « *comités d'unité prolétarienne* » et des « *comités d'unité populaire* » que nous appelions à susciter et à impulser.

Que les masses prolétariennes et populaires mettent en avant leurs justes revendications économiques et sociales, qu'elles exigent également la cessation immédiate des brutalités fascistes de la police et le droit fondamental à la liberté d'expression, d'association, et de réunion dans les entreprises mêmes !

Que le prolétariat, que tout le peuple s'organise et il ne manquera pas de s'élancer vers de nouveaux sommets révolutionnaires et de remporter de grandes victoires.

EN AVANT VERS L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DES MASSES !

EN AVANT VERS DES COMITES D'UNITE PROLETARIENNE ET POPULAIRE !

EN AVANT VERS DES ASSEMBLEES PROLETARIENNES ET POPULAIRES !

Henri JOUR.
3 avril 1973 - 12 h.

Devant le Comité Central du Parti Révisionniste et pour perpétuer sa politique de trahison des intérêts des travailleurs

Marchais tente de justifier l'échec de l'union de la gauche aux élections

Les résultats peu brillants obtenus par les candidats du Parti « communiste » français lors des élections législatives ont suscité des réactions nombreuses parmi les militants de base. Le « Parti », c'est-à-dire les dirigeants révisionnistes leur avaient laissé croire que l'unité réalisée avec Mitterrand et Fabre allait permettre une victoire de «l'union de la gauche». Nombreux parmi eux, dans leur enthousiasme sincère, s'apprêtaient à sabler le champagne aux soirs des 2 scrutins et n'hésitaient pas, comme dit le proverbe *« à vendre la peau de l'ours avant même de l'avoir abattu »*. Mais après les résultats tous durent déchanter et se rendre à cette évidence : ils avaient cédé à de graves illusions, l'électoralisme ne s'avérait pas une voie menant au succès ! Amertume, déception, aigreur ont alors débouché pour certains sur un examen plus approfondi de la situation politique et de la ligne de leur parti. Et la critique est allé bon train dans nombre de cellules, tout particulièrement sur la nature opportuniste de l'alliance avec les faux frères que sont les « socialistes » d'aujourd'hui, aussi anti-communistes et anti-ouvriers que ceux d'hier.

C'est dans un tel contexte interne que les dirigeants révisionnistes ont dû réunir leur comité central, afin de présenter une analyse des élections qui puisse faire avaler la pilule amère de leurs résultats à la masse des militants de base. Marchais s'est trouvé contraint de présenter un rapport, qui constitue une véritable plaidoirie destinée à dédouaner la direction du « Parti » d'une part, à perpétuer la ligne de trahison révisionniste d'autre part.

La révolution prolétarienne et le renégat Marchais

Pour ceux qui étudient en ce moment le célèbre ouvrage de Lénine *« La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »*, la lecture du rapport de Marchais devant le Comité central du P « C » F réuni les 28 et 29 mars 1973 est riche de rapprochements entre les lignes développées par le chef du révisionnisme moderne en France en 1973 et celles du chef du révisionnisme ancien, celui de la seconde Internationale, en 1918. On retrouve toutes les idées de Kautsky dans les propos de Marchais.

Mais quels sont donc les arguments avancés par le secrétaire général du Parti révisionnste ?

1) Il commence par prétendre que l'enjeu de ces élections était *« exceptionnel »* et que ces scrutins *« n'étaient comparables à aucune autre élection »*. Alors que pendant toute la campagne électorale, et aussi dans la seconde partie de ce rapport, il proclama et réaffirma que la bataille politique n'avait nullement pour objet d'amener le socialisme, il se contredit sans vergogne en réaffirmant d'emblée que *« le programme commun vise à ouvrir la voie au socialisme »*. Comprenne qui voudra ! Ce qui est sûr, c'est que Mitterrand et Fabre ne l'entendent pas, eux-mêmes, de cette façon, c'est que Marchais parle sans doute du *« socialisme »* à la sauce sociale-démocrate.

Ensuite il ose affirmer que *« le fait majeur »* de ces élections se trouve dans l'importance du nombre des suffrages obtenus par les *« partis de gauche »*. C'est là un joli tour de passe-passe qui vise à escamoter que le fait majeur n'est autre que la constatation renouvelée de l'impasse de l'électoralisme pour conduire à des changements réels, profonds et durables.

Et Marchais de prétendre que ces élections *« ont affaibli »* la bourgeoisie, alors que dix jours à peine après le second tour de scrutin, ce sont, dans la rue, des centaines de milliers de lycéens et étudiants, ainsi que des travailleurs immigrés, TOUS NON ELECTEURS, qui ont fait l'éclatante démonstration que la bourgeoisie n'est véritablement mise en cause que par l'action concrète des masses.

2) Mais comme il faut bien expliquer l'insuffisance des résultats acquis par l'Union de la gauche, alors Marchais n'y va pas par quatre chemins. Il s'en prend à la grande bourgeoisie (allons-donc ! ce révisionniste en chef s'attendait-il donc à une autre attitude de la part des capitalistes qui détiennent le pouvoir et l'Etat ? A force de proclamer la possibilité de la *« voie pacifique »*, ce mystificateur en viendrait-il à croire lui-même à ses propres mensonges ? Il est vrai que la méthode Coué a parfois des résultats !) Il s'en prend ensuite aux militants de base du P « C » F qui ont eu des hésitations, des *« réticences »*, des réactions *« de droite et de gauche »* (comme nous comprenons ce phénomène, qui traduit le désarroi de nombreux camarades ouvriers devant la ligne archi-opportuniste des dirigeants du Parti auquel ils croient encore !) Puis enfin il s'en prend aux *« socialistes »*. Et là les propos de Marchais valent leur pesant de ridicule quand on les rapproche de ceux qu'il tenait avant et pendant la campagne électorale vis-à-vis du Parti *« socialiste »*. Ce parti *« a même, il faut le dire, déployé des efforts parallèles à ceux de la grande bourgeoisie pour tenter d'affaiblir notre parti en reprenant à son compte certains thèmes de l'anticommunisme »* et comme exemple de cette triste duplicité Marchais énonce : *« ... la conférence de presse de Francois Mitterrand sur la Tchécoslovaquie en août 1972 après la signature du Programme commun, de la réunion de novembre sur le même sujet, de l'article oublié par le premier Secrétaire du Parti socialiste sur une page du Monde à propos d'un livre anticommuniste écrit par deux journalistes de ce quotidien. »*

On croit rêver, en lisant les plaintes de ce piteux dirigeant qui hurle aujourd'hui qu'il a été *« cocufié »*, en apporte des preuves concrètes, alors qu'il a été *« consentant »* à son *« infortune »* avant et pendant la comédie des élections législatives. En réalité, Marchais savait très bien à quoi s'en tenir dès la signature du *« programme commun »* et il a joué le jeu en connaissance de cause, tout simplement parce qu'il n'est rien d'autre qu'un nouveau Kautsky, un renégat révisionniste au sérvice de la bourgeoisie. Mais si devant le Comité central de son Parti, il se trouve obligé de révéler toutes ces choses-là, c'est parce qu'il y est contraint pour pouvoir continuer à tromper les adhérents de base. En fait il ne change nullement d'attitude, mais sous un masque différent il vise à continuer son méprisable travail d'agent de la bourgeoisie infiltré dans les rangs de la classe ouvrière.

3) D'ailleurs Marchais consacre de longs efforts à démontrer que sa *« stratégie est juste et doit être poursuivie »*.

Ce passage de son rapport mérite quelque intérêt, car il *« y mange crûment le morceau »*, c'est-à-dire qu'il y développe avec cynisme la ligne révisionniste. Ainsi, dans la situation actuelle de crise du système, *« ... les Français dans leur immense majorité ne peuvent vivre réellement mieux sans la mise en œuvre de REFORMES »* (souligné par nous). Et ces *« réformes »* Marchais proclame sans sourciller qu'elles *« mettront en cause la domination du grand capital »* et correspondront à *« un changement — non pas seulement de ministres — mais d'orientation politique dans tous les domaines »*. Eh bien, merci, Monsieur Marchais-Kautsky ! Au moins ici avez-vous eu le mérite de révéler clairement ce que vous êtes : Lénine aurait dit avec son ironie mordante que vous êtes un véritable *« sycophante »* (une espèce de mouchard au service de la bourgeoisie). Mais il nous suffit de vous classer parmi les *« réformistes »*, pour vous cataloguer comme social-démocrate conséquent, c'est-à-dire comme traitre à la classe ouvrière, au service de la contre-révolution. Nous verrons bien un jour dans quelle poubelle nauséabonde vous irez finir votre biographie déjà passablement douteuse !

Pour Marchais : Pas d'ennemi à droite !

Marchais expose ensuite à son Comité central *« comment avancer ? »* et *« gagner plus de Français encore aux solutions novatrices du Programme commun »*.

La caractéristique principale de sa tactique, c'est ici la recherche de progrès *« à droite »* de son propre Parti. Pensez donc *« il y a des ingénieurs* s'indigne Marchais, *auxquels la réaction a présenté le Programme commun comme un programme grossièrement égalitaire »*. Il faut rassurer ces braves gens et les assurer qu'il n'en est rien. Même point de vue en ce qui concerne les intellectuels et les paysans. Pour un peu, Marchais s'écrierait qu'il a l'intention de faire une politique encore plus réactionnaire que celle de Pompidou. Que voulez-vous : le but suprême c'est de gagner des voix !

Dans sa lancée, Marchais expose alors *« le vrai visage du socialisme que nous voulons »*. Il est même assez long sur ce passage. Ce qui ressort de son confus verbiage, c'est essentiellement qu'il s'oppose sans ambiguité à toute voie léniniste. Il oppose la *« voie spécifique »* française aux principes universels mis en valeur par Lénine lui-même, et mieux encore il se garde comme de la peste de mentionner une seule fois la *« dictature du prolétariat »* (cela ferait tellement peur aux gens qui se satisfont de la dictature de la bourgeoisie !).

Pour conclure, Marchais fixe *« trois axes »* au travail des *« communistes »* : 1° rester au niveau des luttes sur un plan économiste (comme Kautsky) · 2° faire connaître et approuver le *« programme commun »* et la conception *« de la marche de la France au socialisme »* (encore du pur Kautsky !) ; 3° développer l'union (naturellement pas l'union sur des bases de luttes de classes, mais l'union avec ces socialistes et autres agents de la bourgeoisie dont il vient de dénoncer au passage quelques méfaits !)

D'après le rapporteur révisionniste, ces axes de travail doivent permettre « une activité responsable orientée tous azimuts ». Pour cela il convient « d'être attentif à tout ce qui change ». Aussi une tactique nouvelle est-elle mise en œuvre pour gagner les masses « à un rassemblement majoritaire victorieux » et amener une démocratie « nouvelle » !

On sait comment Lénine fustigeait les sociaux-démocrates bavards qui préconisaient de réaliser ce fameux « rassemblement majoritaire » avant de faire la révolution.

Mais il importe de constater qu'aussitôt dit, aussitôt appliqué : les révisionnistes ont adopté une attitude nouvelle en face des mouvements de masse. Ainsi ont-ils tenté de s'intégrer dans la vague des lycéens revendiquant l'abrogation de la loi Debré supprimant les sursis. Ainsi également ont-ils essayé de s'infiltrer parmi les travailleurs immigrés en grève chez Renault. On a pu entendre avec stupéfaction des propos nouveaux et inhabituels dans la bouche du secrétaire de la section syndicale CGT de la Régie Renault. Sylvain, l'insulteur de Pierre Overney et de toutes les luttes prétendues « gauchistes » et fomentées par des « agents du pouvoir ».

Marchais et sa clique révisionniste en sont arrivés à la nécessité de « prendre le train en marche » pour 1° éviter de se couper totalement des masses et 2° tenter de dévier et freiner ces mêmes mouvements !

Toutefois, si l'on s'en tient au premières constatations effectuées tant dans le milieu lycéen que dans celui des immigrés, il semble bien que leurs efforts n'ont pas été pour l'instant couronnés de succès tangibles.

Ouvrir les yeux des travailleurs encore trompés par le révisionnisme

Le rapport de Marchais se passe finalement de commentaires : il est suffisamment explicite par lui-même.

Toutefois, si nous avons tenu à en révéler le contenu, c'est pour appeler l'ensemble des militants marxistes-léninistes à redoubler d'efforts en direction des adhérents et des sympathisants de base du Parti révisionniste encore abusés par les mensonges et les manœuvres des dirigeants à l'image de ce Marchais. Il est maintenant indispensable, après l'expérience réalisée par ces travailleurs trompés lors des élections législatives, de s'adresser à eux, de discuter patiemment avec eux, de les éclairer, afin de les arracher à leurs illusions et d'aider à leur prise de conscience.

N'oublions pas que la bataille doit être soutenue activement et longtemps poursuivie pour *« arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne »* !

1er avril 1973

Parmi les luttes de la semaine

FORGES STEPHANOISES DE LHORME (Saint-Etienne)

Par 315 voix contre 23, les ouvriers des Forges ont décidé, le 24 mars, de poursuivre leur grève au cours de la semaine à venir. La direction — qui reculait à petits pas dans l'espoir de s'en sortir à peu de frais — a fait de nouvelles propositions. Les grévistes, qui revendiquaient une augmentation de 12 % pour tous et une réduction du travail hebdomadaire d'une heure, ont repris le travail le 27 mars, après avoir obtenu satisfaction.

BISCUITERIE NANTAISE (Loire-Atlantique)

Depuis le 26 au soir, les 850 ouvriers se sont mis en grève avec occupation de l'entreprise. Ils exigent le paiement à 100 % du treizième mois.

USINE ABC-ALLIBERT (Grenoble)

Les 80 ouvriers de l'entreprise poursuivent la grève reconduite depuis 6 semaines. Ils réclament :

— L'amélioration des conditions de travail insupportables (poussière, chaleur, gaz toxiques) ;

— La diminution des cadences ;

— 0,30 F d'augmentation des salaires pour tous.

SCHOLTES (Thionville)

Les ouvriers de cette usine de métallurgie sont en grève depuis le 20 mars sur les revendications suivantes :

— Respect des taux horaires prévus ;

— Egalisation des salaires ;

— Diminution des cadences.

CHANTIERS DU CHU (Caen)

Après 8 jours de grève et malgré les menaces de lock-outer de la direction, les ouvriers poursuivent l'action. Les accords d'entreprise ont été dénoncés, les grévistes ont voté la poursuite de la grève malgré le désaccord du délégué C.G.T.

Unitex (Marseille) : 130 ouvrières jetées à la rue

Après la liquidation judiciaire d'Unitex (entreprise d'habillement à la Belle-de-Mai, Marseille), cent trente travailleuses se sont retrouvées à la rue le 16 mars, sans aucun préavis ni indemnité, sans aucun reclassement, alors que les salaires ne leur étaient plus versés depuis le 28 février.

Devant les agissements arbitraires du patronat, les ouvrières doivent se mobiliser avec le soutien de la population, afin de retrouver leur emploi perdu et d'obtenir tous les dédommagements qui leur sont dus.

Contre l'arbitraire patronal, contre les licenciements, unité de la classe ouvrière !

Correspondant *H.R.*

Aiguilleurs du ciel : LEVÉE IMMÉDIATE DE TOUTE SANCTION

Après une grève d'un mois, menée contre l'Etat-patron, et pour l'abrogation de la loi anti-grève du 2 juillet 1964 et pour le reclassement indiciaire, les aiguilleurs du ciel réunis en assemblée générale ont décidé le mardi 20 mars à 2 heures du matin de suspendre la grève qu'ils avaient déclenchée le mardi 20 février.

C'est à l'issue des décisions prises par la base, dans différentes assemblées générales que le syndicat national des contrôleurs aérien (SNCTA) affiliés à la CFTC a publié un communiqué qui dénonce « *les tentatives de division des contrôleurs faites par les autorités et les autres syndicats...* ». Les responsables du SNCTA déclaraient : « *Notre action est suspendue et non pas arrêtée ; elle peut reprendre à tout moment...* ».

Le ministre des Transports, M. Galley, qui a bénéficié de l'appui des dirigeants des syndicats jaunes CGT-CFDT-FO de la navigation aérienne a demandé des sanctions contre les grévistes. Le conseil de discipline s'est réuni le jeudi 29 mars et le vendredi 30 mars pour statuer sur le cas de douze contrôleurs aériens pour leur participation à la grève, droit pourtant reconnu dans la constitution de la 5e République bourgeoise. L'Etat des monopoles prouve ainsi qu'il viole sa propre légalité, même s'il a promulgué la loi anti-grève du 2 juillet 1964 car la constitution date de 1958.

Le conseil de discipline qui n'a que voie consultative, a proposé sept révocations qui visent essentiellement les dirigeants du SNCTA parmi lesquels figurent Jean-Maris LEFRANC, Président du SNCTA, CHAUVEAU, responsable syndical de la région du Nord, LE MERRER, responsable de la région du Sud-Ouest, GORIN, ancien président du syndicat. Cinq autres révocations avaient été demandées, mais la commission a demandé l' « indulgence ». Et en dernier ressort, c'est le ministre des Transports qui décide. Mais il est sûr que ce dernier ne sera pas seul. Les aiguilleurs du ciel diront leur mot. Les aiguilleurs du ciel ont montré pendant un mois qu'ils savent mener l'action dans l'*Unité* pour leurs revendications malgré le travail de sape des dirigeants jaunes de la CGT-CFDT-FO de la navigation aérienne. Les aiguilleurs du ciel, dont l'*unité à la base* est le facteur déterminant pour le succès de leurs revendications, sauront imposer en tout premier lieu la levée immédiate de toute sanction.

Le droit de grève est un acquis de la classe ouvrière et, aucun travailleur quelle que soit sa corporation, ne peut admettre que l'on touche à un cheveu de la classe ouvrière.

Holtzer-Outillage (St-Étienne) : Contre les licenciements, occupons les usines !

Depuis plusieurs mois, une atmosphère de malaise planait sur l'usine Holtzer-Outillage. Des licenciements avaient été annoncés.

Le 23 mars, avait lieu une réunion d'information, à la suite de laquelle les patrons décidaient le lock-out.

Le 23 mars, jour de l'acompte, le chef comptable Mercadal prétendait refuser de payer l'acompte, il fut aussitôt séquestré et retenu dans son bureau jusqu'à ce que les ouvriers obtiennent leur acompte.

Le 27 mars, réunion du comité d'entreprise. Pendant la réunion de celui-ci avec la direction, les ouvriers débrayent pour appuyer leurs délégués. Parmi les licenciés, deux délégués C.G.T. sont frappés.

Si les chiens capitalistes licencient deux délégués, c'est parce qu'ils ont peur, qu'ils voient le danger, et qu'ils savent reconnaître qui sont leurs ennemis. C'est pour cela que nous devons soutenir résolument ces camarades contre les patrons.

A la suite de cette réunion, nouvelle réunion d'information, d'abord vote à main levée pour décider de la poursuite de l'action, puis vote à bulletin secret décidé par les délégués. Malgré le vote à bulletin secret, une nette majorité se dégage pour la grève illimitée. Après plusieurs interventions, c'est l'occupation de l'usine qui est décidée avec l'appui d'un délégué C.G.T. licencié.

Certains délégués renvoient les grévistes chez eux et leur demandent de revenir le lendemain. Des camarades résolus décident de venir le lendemain avant l'ouverture de l'usine en vue de former un piquet et d'empêcher les jaunes de rentrer.

Le 28 mars à 5 heures, ils sont rejoints en force par les postiers qui se joignent à eux. A 7 heures, d'autres camarades travaillant la journée rejoignent également le piquet et c'est une centaine de personnes empêchant les jaunes et les cadres de rentrer. La nuit, un piquet de grève est également mis en place, les délégués C.G.T. et C.F.D.T. mettent leur local à la disposition des grévistes pour se chauffer et se reposer. Etablissement également d'un cahier de revendications.

Le 29, réunion des délégués avec la direction, négative sur toute la ligne, nouvelle réunion d'information, et les grévistes à la majorité décident d'occuper l'usine, de remplacer les piquets par l'occupation. Quelques camarades sont contre l'occupation mais se soumettent à la majorité. Un cahier de garde est rapidement instauré et les tours de garde sont établis en 3 x 8.

— A noter que la direction aidée de ses chiens de garde a fait venir un huissier pour constater le piquet de grève et la fermeture des portails à l'aide d'antivols, de chaînes et de cadenas.

Renforçons notre vigilance, ne cédons pas du terrain aux chiens capitalistes, ne tolérons pas qu'un seul de nos camarades soit jeté à la rue par la racaille capitaliste !

Soutien total aux camarades licenciés, exigeons leur réintégration !

Soutien total aux grévistes jusqu'à la victoire totale !

Tous unis nous vaincrons et anéantirons les capitalistes !

Correspondant *H.R.*

Recticel-France : GRÈVE DEPUIS LE 7 MARS

Chers Camarades,

La lutte continue à Recticel-France. Depuis le 7 mars, les travailleurs de l'atelier des « Agglos » sont en grève et réclament 20 centimes d'augmentation sur le salaire horaire (voir l'H.R. n° 181).

Il faut noter que cet atelier est le plus en retard de toute l'usine au point de vue salaire.

La direction qui n'a pratiquement rien lâché a tenté de faire pourrir le mouvement à plusieurs reprises.

1° En proposant de multiples grilles de salaires (bien inférieures aux revendications posées par les ouvriers), cela afin de noyer les délégués sous un flot de paperasses et de chiffres, espérant ainsi les occuper et les couper de la base.

2° En essayant de diviser les délégués.

3° En essayant de faire rentrer certains ouvriers à qui elle proposait des miettes. Le patron espérait ainsi diviser les grévistes et casser le mouvement.

Mais toutes les manœuvres patronales ont échoué et les ouvriers des « Agglos » sont déterminés à arracher les 20 centimes qu'ils réclament.

Il faut dénoncer aussi au passage la tentative de pression du maire de Mazeyrat-d'Allier (commune sur laquelle est implantée l'usine). Il a voulu faire rentrer les ouvriers en avançant l'argument suivant : « Je veux faire implanter de nouvelles usines dans la commune, et votre grève nuit à la réputation de la région ! »

Mais cette manœuvre, comme toutes les autres, a échoué lamentablement.

La lutte des travailleurs de Recticel rencontre un large écho parmi la population de Langeac. Des collectes ont été organisées par les ouvriers, les délégués, ainsi que par des militants de l'Humanité Rouge. *Les commerçants (petits et moyens), les enseignants ont largement contribué au soutien financier des grévistes.*

Ainsi donc, forts du soutien rencontré dans Langeac, la grève continue et menace même de s'étendre à d'autres ateliers et peut-être même à toute l'usine. Aujourd'hui, 29 mars, un débrayage de vingt-quatre heures a été largement suivi par l'ensemble des travailleurs de l'usine.

Le mécontentement va grandissant à Recticel Langeac car parallèlement au conflit des « Agglos » se déroulent des négociations sur l'ensemble des salaires. Mais la direction s'oppose catégoriquement à satisfaire les revendications avancées.

Vive la juste lutte des travailleurs de Recticel Langeac !

Travailleurs des autres usines du groupe Recticel-France (Aillevillers, Trilport, Saint-Barthélémy-d'Anjou, etc), soutenez et popularisez le combat de vos camarades de Langeac en organisant des collectes, des débrayages, etc. !

A bas le capitalisme exploiteur !

Pour le succès de nos revendications, une seule arme : l'unité prolétarienne et populaire !

P.-S. — Le patron brandit la menace du lock-out.

COMMANDEZ...

DIFFUSEZ...

ETUDIEZ...

— **Ce que proposent les marxistes-léninistes** ..... 3,50 F

— **Face au gauchisme moderne** ... 3,00 F

(Ajouter 20 % du prix inscrit pour frais d'envoi)

Adressez vos commandes à « l'Humanité-Rouge »
B.P. 365-75064 - Paris Cedex 02

LA JEUNESSE A L'ASSAUT DU VIEUX MONDE

Les militants « Humanité Rouge » brandissaient une banderole pour l'unité populaire sur une base de classe prolétarienne.

A l'avance, chacun le savait bien : le 2 avril serait une grande date. Pourtant, l'ampleur du mouvement qui s'est développé ce jour-là, a surpris, enflammés, même les plus optimistes.

Comment décrire, en effet, cette multitude puissante de jeunes résolus, déterminés, enthousiastes, confiants dans la force de leur unité, qui avaient pris possession de la rue avec une si tranquille assurance !

Comment traduire la magnifique, l'extraordinaire mobilisation de toute la jeunesse refusant consciemment et fermement, la sottise, l'abrutissement, l'embrigadement, l'injustice, l'exploitation du régime pourri du capital.

Car l'ampleur et la maturité politique de ce mouvement, sa radicalisation sur une base de classe, étaient directement perceptibles. Par l'immense banderolle rouge qui ouvrait la manifestation en proclamant « lycéens, étudiants, apprentis, travailleurs, même combat ! ». Par le sérieux d'un service d'ordre impeccablement discipliné. Par la qualité des mots d'ordre repris par des milliers et des milliers de voix : « A bas l'armée du capital ! », « A bas l'armée briseuse de jeunes, briseuse de grèves ! », « Renault en grève, jeunesse en lutte : solidarité ! », « Ouvrez les yeux ! Fermez les télés ! ».

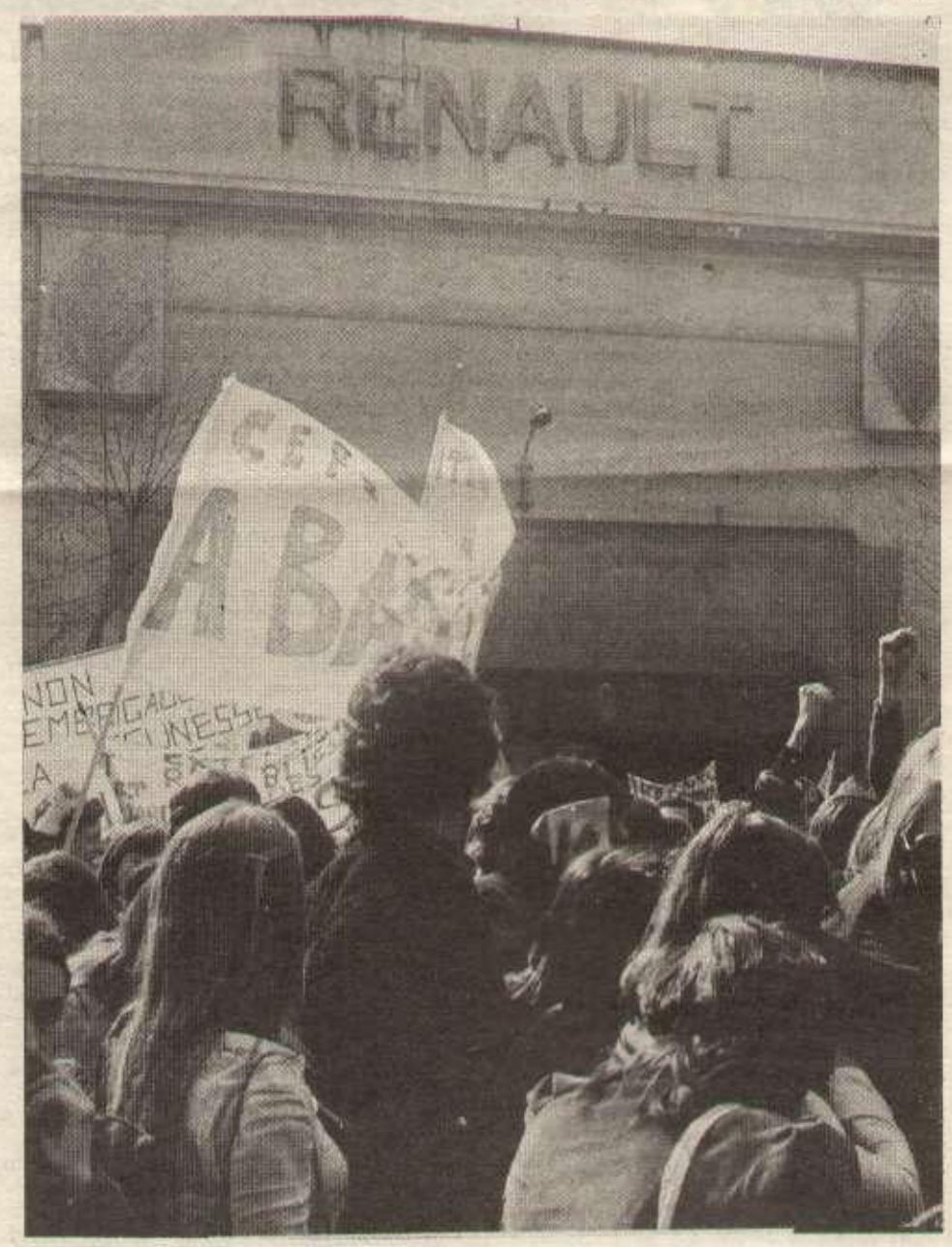
Par la spontanéité et la chaleur qui accueillaient et reprenaient les justes mots d'ordre jaillis des rangs regroupés derrière les banderolles de *l'Humanité Rouge* : « Unité prolétarienne et populaire : travailleurs, étudiants, lycéens, tous unis ! », « Circulaire Fontanet, circulaire scélérate ! », « Non à l'armée du capiatl ! Oui au peuple en armes !... », « Une seule solution : la révolution prolétarienne ! ».

Comme elle était sensible dans tous les rangs de cette manifestation qui n'en finissait plus de se dérouler, l'aspiration à l'unité contre l'ennemi commun : la Bourgeoisie capitaliste qui impose au peuple sa dictature, de plus en plus intolérable !

Il était manifeste ce refus massif de la jeunesse de laisser entraîner, dévoyer, sa lutte dans l'impasse du révisionnisme. Au Parlement bourgeois, les révisionnistes du P « C » F pouvaient bien proclamer d'une même voix, avec les représentants officiels de la bourgeoisie, que « les élections ont prouvé l'attachement des Français à l'institution parlementaire », au même moment, dans la rue, le flot immense de la jeunesse de notre pays lui infligeait un cinglant démenti.

Car la manifestation du 2 avril n'était pas, loin de là, un événement « parisien ». Ils étaient 25 000 à Lyon, 20 000 à Toulouse, 8 000 à Rennes, 6 000 à Nantes, 5 000 à Clermont-Ferrand, 3 500 à Besançon, des milliers et des milliers à travers toute la France — 215 manifestations, de l'aveu même de la presse bourgeoise ! — à crier ensemble leur détermination à refuser de se soumettre à la loi du capital. A rechercher, comme les lycéens techniques de Sèvres, venus aux portes de Renault en grève, l'unité dans la lutte. A affirmer leur volonté de lutte de classe contre classe, comme les lycéens d'Angoulême qui ont hissé, au mât de la caserne Bossut le drapeau rouge des luttes prolétariennes, à refuser et à fouler aux pieds la « légalité » de la bourgeoisie, comme les 640 appelés du contingent qui se sont regroupés à Vincennes, ou bien à la gare de l'Est, et ont dû être embarqués dans des camions... encadrés par 600 gendarmes !

Que le mouvement de la jeunesse rejoigne la lutte des travailleurs contre le régime des exploiteurs, et les jours de ces derniers seront comptés !



Le 27 mars, 2 000 jeunes des lycées et C.E.T. ont manifesté leur solidarité aux ouvriers en grève.

Les Orphelins d'Auteuil à la rue

Les orphelinats d'Auteuil de Meudon (Saint-Philippe et Saint-Paul) sont fermés :

— Lundi à 8 heures, les élèves de l'école privée technique St-Philippe se mettent en grève pour soutenir le mouvement lycéen.

La direction a décidé de fermer l'établissement le soir-même, jusqu'au mardi soir 3 avril, renvoyant ainsi 200 garçons dont plusieurs ne sachant pas où loger, passèrent la nuit, soit dans le bois, soit au commissariat.

— Mardi soir, l'école St-Paul (horticulture à St-Philippe) amorce un mouvement de grève, protestant contre les conditions de travail et d'hébergement :

- *Nourriture très insuffisante et vraiment peu variée. Aucune hygiène dans la cuisine.*
- *Elèves enfermés toute la semaine sans aucun rapport avec l'extérieur.*
- *Lectures et habillements contrôlés.*
- *Punitions corporelles (douches froides, coups etc.).*
- *Pas de chauffage.*
- *Pas de sorties autorisées durant le week-end pour ceux qui restent.*

— Le lendemain mercredi 28 mars chaque élève reçoit une circulaire adressée aux parents ou tuteurs comme quoi l'école est fermée sous prétexte de troubles dus à l'extérieur (agitation des lycéens) alors que leurs revendications sont propres à l'école. La réintégration des élèves ne sera possible qu'avec l'accord et la présence des parents ou tuteurs.

— En conséquence :

90 élèves de 14 à 18 ans à la rue, dont certains sans argent sont livrés à eux-mêmes pour rentrer chez eux habitant dans tous les coins de France (Auvergne Puy de Dôme, Jura, Normandie, Bretagne).

C'est pourquoi nous avons besoin de votre appui devant cette situation scandaleuse et illégale.

Il existe en France une quarantaine d'écoles semblables à la nôtre, dépendant des Œuvres d'Auteuil, dont les conditions de vie sont identiques aux nôtres sinon pire...

NOUS N'AVONS QU'UN SEUL DROIT : CELUI DE NOUS TAIRE ! MAIS NOUS AUSSI NOUS AVONS DECIDE DE PRENDRE LA PAROLE ET D'ENGAGER LA LUTTE.

Les orphelins d'Auteuil.

COMMANDEZ :

QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE ?

PRIX : 0.50 F

Le point de vue de Lénine sur l'armée

Nul doute que, dans leur masse, *les lycéens, par-delà la revendication du sursis, entendent montrer qu'ils refusent d'abandonner leurs études pour servir dans* cette *armée-là : l'armée bourgeoise, impérialiste, vouée à briser les grèves, à réprimer les travailleurs de manière sanglante s'il le faut et à protéger les intérêts capitalistes français en Afrique et ailleurs, plutôt qu'à défendre notre peuple en cas d'invasion étrangère. Ils refusent en même temps les « valeurs » que* cette *armée-là veut inculquer à la jeunesse : l'obéissance et la soumission serviles, la discipline aveugle, le culte du chef, le respect d'une hiérarchie intangible, le racisme, etc.*

Cependant, ce refus légitime de l'armée bourgeoise *peut engendrer, ici ou là, des idées confuses : le pacifisme, par exemple, le refus de* toute *armée, etc. Le danger de telles idées apparaît d'autant plus que certains politiciens bourgeois en profitent pour colporter leurs idées ultra-réactionnaires : ainsi Servan-Schreiber s'empresse de réclamer la suppression du service militaire au seul profit d'une* armée de métier, *qui serait un instrument bien plus docile que l'armée des appelés.*

Les lycéens ne doivent pas se désintéresser de ces questions, et les marxistes-léninistes doivent leur présenter la position du prolétariat révolutionnaire afin qu'elle soit librement discutée. A cette fin, nous publions des extraits d'un texte fondamental de Lénine : « Le programme militaire de la révolution prolétarienne » (*Œuvres choisies, tome I, page 759*).

Lénine a écrit ce texte en 1916, alors que la boucherie de la guerre impérialiste avait conduit certains socialistes à revendiquer le « désarmement général ». Après avoir rappelé que la guerre de libération nationale, l'insurrection populaire (guerre civile) et la guerre de défense de la patrie socialiste sont des guerres justes, *Lénine expose quelle attitude le prolétariat doit adopter face à la question vitale de l'*armement. *C'est l'extrait que nous publions.*

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin, nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes. Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, le servage, ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice — même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse — constituent l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage qui est fait de la troupe contre les grévistes, dans les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on veut, cela étant, proposer aux social-démocrates (1) révolutionnaires de « revendiquer » le « désarmement » ! Ce serait-là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute **l'évolution objective** du militarisme capitaliste et qui est présenté par cette évolution. C'est seulement **après** que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie, qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais **alors seulement, et en aucune façon avant** (..)

La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde : il doit étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accomoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils : **« Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant ».**

Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette progagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement des grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre.

A QUI SERT AUJOURD'HUI, LE POURRISSEMENT DU SERVICE MILITAIRE ?

Qui reçoit réellement une instruction militaire ? Remarquons pour commencer que la bourgeoisie estime que cela ne concerne pas les femmes. Pour les jeunes gens, la part des réformes et exemptions est montée, selon Debré, jusqu'à 33 % (pourcentage énorme).

Sur ces incorporables, une minorité seulement sera affectée dans des unités combattantes. Le reste, après une éventuelle instruction sommaire, est affecté à des emplois de « paperasse » ou dans des services divers où ils ne verront pas l'ombre d'un canon.

Dans les régiments « de combat » eux-mêmes, une bonne fraction se retrouve dans les services (casernement, bureaux, mess, cuisines, etc.), qui les excluent en bonne partie sinon en totalité de l'entraînement militaire. D'ailleurs plusieurs régiments sont à effectifs incomplets en « sections de combat ».

On voit que peu d'appelés font un service effectivement militaire.

ET QUELLE INSTRUCTION MILITAIRE ?

Prenons le cas le plus favorable, celui de l'appelé affecté en unité combattante.

Le soldat n'est formé que pour rester sous étroite dépendance de son chef. On ne cherche pas à élever son niveau et ses connaissances au-delà des mécanismes élémentaires.

On le forme à ne combattre qu'avec armement et matériel perfectionnés et complets. Par exemple, en stage commando, certaines techniques utilisant des moyens de fortune sont réservées aux seuls officiers de carrière.

L'instruction militaire est d'une manière générale de faible qualité et très simplifiée. Elle se limite en fait à un simple dégrossissage.

Après « les classes », le soldat suit le train-train habituel du régiment, fait en général de balayages, nettoyages, astiquages, inspections de matériels et de locaux, le tout entrecoupé de rares manœuvres dont le niveau d'ailleurs laisse souvent à désirer. L'entretien du matériel est l'objectif principal, et non la formation militaire de l'appelé. Les appelés ne dénoncent-ils pas eux-mêmes cette inaction, cette vie de caserne, en soulignant la faiblesse de leur formation !

Si bien qu'en fin de service, par exemple, combien de soldats de l'infanterie :

- *savent démonter et remonter un fusil mitrailleur ?*
- *savent correctement tirer au pistolet ou au bazooka ?*
- *sont capables de bien supporter une nuit blanche en manœuvres ?*
- *ont une condition physique générale les rendant aptes au combat en campagne ?*
- *ou même ont appris à nager à l'armée ?*

QUI CELA SERT-IL ?

Nous disons qu'il s'agit là d'une politique délibérée de la classe au pouvoir : la preuve, le niveau militaire élevé réservé aux unités de métier ou à certaines unités d'appelés comme les parachutistes. La qualité de l'enseignement militaire ne baisse-t-elle d'ailleurs pas nettement depuis 1968, d'après les cadres de carrière eux-mêmes ? Nous disons que cette politique vise à désarmer notre peuple, à réduire ses capacités militaires au profit de celles de l'armée de métier, pilier ultra-réactionnaire du pouvoir de la bourgeoisie.

Alors que l'orientation vers cette armée de métier se précise, soutenue par une campagne de la presse bourgeoise, nous disons que la baisse de l'instruction militaire, alliée à la diminution des effectifs appelés par la réduction à douze mois du service militaire, va dans le sens de la fascisation du régime et de la lutte ouverte contre notre peuple révolutionnaire !

Les questions militaires ne doivent pas être l'affaire de l'armée de métier, mais de l'ensemble de notre peuple !

Aujourd'hui les jeunes qui désirent suivre les enseignements de Lénine et se former sérieusement au maniement des armes n'ont d'autre voie que de solliciter leur embrigadement dans quelques unités spéciales, notamment les parachutistes.

Non à l'armée du capital !
Oui à l'armée du peuple !

Dans le même article, Lénine expose concrètement le programme militaire des révolutionnaires :

« Nous pouvons réclamer l'élection des officiers par le peuple, l'abolition de toute justice militaire, l'égalité en droits pour les ouvriers étrangers et ceux du pays (c'est un point particulièrement important pour des Etats impérialistes comme la Suisse qui exploitent d'une façon de plus en plus éhontée un nombre sans cesse croissant d'ouvriers étrangers, sans leur accorder aucun droit) ; ensuite : le droit pour, disons, chaque centaine d'habitants d'un pays donné, de former des associations libres en vue d'étudier dans tous ses détails l'art militaire, en élisant librement leurs instructeurs, qui seraient rétribués aux frais de l'Etat, etc. C'est seulement dans ces conditions que le prolétariat pourrait étudier l'art militaire vraiment pour **son propre compte,** et non au profit de ceux qui le tiennent en esclavage ; et cette étude répond incontestablement aux intérêts du prolétariat. »

(1) Avant de devenir le Parti communiste bolchevique, le Parti de Lénine s'appelait « social-démocrate ».

CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET, LE COMBAT CONTINUE

Le 31 mars, un meeting pour l'abrogation de la circulaire Fontanet s'est tenu à Paris à l'appel de « l'Humanité Rouge », du Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), de l'opposition syndicale ouvrière, du Front Uni Patriotique de Turquie, du Mouvement populaire anti-colonial (portugais), de Perspectives — le travailleur tunisien, auxquels s'étaient joints le rassemblement des travailleurs immigrés et français de la Seine-Saint-Denis et Al Kadéira. On notait à la tribune la présence de Suzanne Marty, directrice de notre journal et André Druesnes, ouvrier métallo parisien.

Ce meeting a manifesté la volonté des participants d'œuvrer à l'unité des travailleurs français et immigrés et de poursuivre la lutte jusqu'à l'abrogation de la circulaire Fontanet. Des travailleurs immigrés ayant fait la grève de la faim sont intervenus à la tribune et ont été chaudement applaudis ainsi d'ailleurs qu'un représentant de l'opposition syndicale ouvrière de Renault.

Ce meeting a marqué une étape dans la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, mais le combat continue.

Pour l'unité, contre la division

Le meeting s'est ouvert sur une déclaration du camarade André Druesne qui a expliqué pour quelles raisons la lutte contre la circulaire Fontanet se mène dans la division alors qu'elle nécessite l'unité.

Il a rappelé que l'Union nationale des Comités de Lutte d'Ateliers a refusé la proposition d'un meeting commun et a appelé à une manifestation le 31 mars au moment où se tenait le meeting à la Mutualité. Ce sont là les raisons pour lesquelles on a assisté en l'espace de quarante-huit heures à deux meetings et une manifestation.

INTERVENTION " HUMANITÉ ROUGE "

Dans son intervention faite au nom de « l'Humanité Rouge », un jeune ouvrier métallurgiste devait notamment déclarer :

Aujourd'hui ce sont des centaines de nos frères immigrés qui ont fait ou font des grèves de la faim. Partout en France des travailleurs immigrés ont ainsi combattu pour la défense de leurs droits.

De Valence à Lille, de Paris à Strasbourg, de Toulouse à Lyon, partout on a entendu le même mot : grève de la faim ! La grève de la faim c'est l'ultime recours de ceux qui sont acculés. Mais la grève de la faim cela veut dire aussi que dans les pires conditions on refuse l'esclavage.

La presse et la radio font le silence sur la lutte des ouvriers immigrés, ils ne veulent surtout pas que les travailleurs français sachent ; chacun dans son coin, étrangers les uns aux autres c'est comme ça que la bourgeoisie veut que nous restions ; les dirigeants révisionnistes et réformistes se sont contentés de réclamer une entrevue à Edgar Faure qui la leur a refusée. Il faut mettre en échec cette conjuration du silence. Il faut que les travailleurs français sachent ce que c'est que cette circulaire Fontanet.

La circulaire Fontanet c'est un coup porté par les exploiteurs à tous les travailleurs, français et immigrés. Travailleurs français, vous aussi êtes visés par cette circulaire.

Rien ne fait plus peur à la bourgeoisie que l'unité de la classe ouvrière. Alors par tous les moyens elle cherche à nous diviser.

Elle espère qu'avec cette circulaire elle pourra empêcher nos frères immigrés de lutter au coude à coude avec les ouvriers français sous la menace de l'expulsion. Elle pense qu'elle réussira ainsi à semer la crainte dans leurs rangs.

Elle voudrait qu'ils acceptent n'importe quel travail à n'importe quel prix sans lever la tête.

Elle rêve de s'en servir pour briser les luttes des travailleurs français. Mais nous pouvons lui assurer qu'elle se trompe lourdement.

D'ailleurs, tout récemment, les O.S. du département 12 de Renault-Billancourt viennent de le lui démontrer. Malgré les menaces de la direction qui a envoyé des miliciens armés, de ceux qui ont assassiné Pierre Overney, les O.S. sont déterminés à combattre jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

De plus en plus souvent, ouvriers français et immigrés sont ensemble dans la lutte et rien ne pourra empêcher que l'unité aille de l'avant.

Travailleurs français, n'oubliez jamais que si aujourd'hui toute une partie de la classe ouvrière est privée de droits et de liberté, vit dans la terreur, alors, demain il sera plus facile aux exploiteurs de priver toute la classe ouvrière de ses droits.

La bourgeoisie veut la division, opposons-lui l'unité de la classe ouvrière !

Camarades, dans vos entreprises et vos quartiers, faites connaître la circulaire scélérate.

Obligez vos sections syndicales à condamner la circulaire scélérate !

Provoquez des assemblées de travailleurs français et immigrés pour exiger son abrogation.

Constituez dans les entreprises des comités d'unité prolétarienne regroupant ouvriers français et immigrés, tous ceux qui veulent abattre la circulaire d'esclavage, tous ceux qui veulent l'unité de la classe ouvrière, tous ceux qui veulent combattre ce régime d'exploitation et de misère, ce régime qui porte à son front le racisme comme la marque de son infâmie.

Dans vos quartiers, formez des comités d'unité populaire regroupant tous ceux qui n'admettent pas qu'on veuille réduire les travailleurs immigrés en esclavage, tous ceux qui veulent combattre l'oppression du capitalisme.

A l'heure actuelle, nous assistons à un formidable mouvement de lutte de la jeunesse des lycées, des C.E.T., des facultés, pour le rétablissement des sursis et leur extension à la jeunesse laborieuse des villes et des campagnes, contre l'embrigadement. Cette lutte est juste et nous autres, marxistes-léninistes, ferons tout pour contribuer à sa victoire.

Mais pour cela, il faut que la jeunesse lycéenne ait le soutien des travailleurs.

Il faut que la jeunesse lycéenne en lutte manifeste, elle aussi son soutien aux luttes de la classe ouvrière.

Ce qu'il faut, c'est l'UNITE POPULAIRE ! C'est pourquoi nous appelons les lycéens en lutte à exiger aussi l'abrogation de la circulaire Fontanet. Le combat des lycéens et celui des travailleurs immigrés sont un même combat contre le même ennemi.

La bourgeoisie cherche à nous maintenir isolés les uns des autres, chacun dans son coin. Elle a peur de l'unité populaire ! Elle sait quelle force immense cela représenterait.

Intervention au nom du rassemblement des travailleurs immigrés et français de la Seine-Saint-Denis

Au nom du Rassemblement des travailleurs immigrés et français de la Seine-Saint-Denis, un camarade immigré expliqua comment s'est développée la lutte dans le département et quelles difficultés ont été rencontrées.

—o—

En avril dernier on était peu nombreux, les gens ne venaient pas à nos réunions pour comprendre ces circulaires, vers le mois de juillet il n'y avait que quelques camarades espagnols et français de la C.F.D.T., et aussi quelques représentants d'organisations révolutionnaires françaises ; à ce moment-là les travailleurs touchés par cette loi n'étaient pas vraiment conscients et avaient une grande illusion. On a trouvé quelques frères qui croyaient que ces circulaires F.M. avaient quelque chose de bien et que ça facilite les démarches. En décembre-janvier, avec l'application de ces circulaires, le danger est apparu très grand comme vous le savez tous, des grèves de la faim se sont déclenchées dans toute la France. Cette grève de la faim, c'était le dernier recours des travailleurs touchés par le danger de ces circulaires.

Si tous les travailleurs concernés directement et indirectement ne comprennent pas le danger de cette affaire F.M., si tous les travailleurs immigrés arabes espagnols, portugais, turcs et yougoslaves ne se sentent pas concernés, on ne peut pas faire reculer les autorités et annuler les circulaires. Nous sommes convaincus que le mode de lutte qui s'est développé spontanément jusqu'à maintenant ne sera pas efficace et n'aboutira pas à briser ces circulaires. Pourquoi n'est-il pas efficace ? parce que jusqu'à maintenant on ne trouve avec nous que des ouvriers arabes et même parmi ceux-ci rares sont les ouvriers arabes d'Algérie qui viennent ; ils ne sont pas concernés par ces circulaires. Seulement il faut leur expliquer pourquoi ils sont concernés, il ne faut pas leur dire solidarité c'est tout ; il faut leur expliquer qu'ils sont touchés comme tous les autres, mais indirectement. Aussi, il n'y a pas beaucoup de Portugais ni d'Espagnols avec nous, et même le petit nombre des ouvriers français qui sont avec nous sont des camarades avancés politiquement, conscients, mais beaucoup d'autres ignorent le problème de ces circulaires et ne voient pas l'intérêt de venir nous aider, même parmi les grévistes de la faim. Et les autres qui veulent obtenir leur papier, ils ne sont pas convaincus par l'abolition de ces circulaires. Ça, nous le savons, en discutant avec nos frères, en faisant des enquêtes quotidiennement.

MOTION UNANIME DU MEETING

Le texte de la motion suivante a été présenté par la camarade Suzanne Marty.

—o—

APPEL A L'UNITE D'ACTION CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET

Nous, Français et immigrés, qui avons participé au meeting qui s'est tenu, hier 31 mars à la Mutualité, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, regrettons profondément qu'il n'y ait pu y avoir, jusqu'à présent, d'unité possible.

Notre désir le plus cher est qu'ensemble nous poursuivions la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

L'unité est nécessaire. Nous pensons que vous aussi vous la souhaitez. Il faut rassembler nos forces car il y a une grande bataille à mener.

C'est fraternellement que nous vous proposons de vous joindre à nous pour constituer, dans l'unité à la base, des comités pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, pour préparer ensemble *la manifestation du 1er mai.*

Il faut que le 1er mai nous manifestions ensemble *pour exiger l'abrogation de la circulaire scélérate.*

UNITE D'ACTION CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET -

INTERVENTION D'UN CAMARADE TUNISIEN

Voici quelques extraits de la déclaration faite par un camarade tunisien au nom de « Perspectives ».

Arrachés à notre peuple par la misère et le chômage sévissant dans notre pays par suite de la domination impérialiste qui s'exerce encore sur notre patrie par l'intermédiaire des valets locaux du capitalisme mondial, les travailleurs immigrés tunisiens sont victimes, comme tous les ouvriers immigrés en France, d'une exploitation effrénée et de conditions de vie catastrophiques qui leur sont imposées par la bourgeoisie impérialiste française. Celle-ci ne perd d'ailleurs aucune occasion pour lancer contre eux, par l'intermédiaire de sa presse, de grandes campagnes racistes. Cette situation catastrophique des travailleurs immigrés a encore empiré avec l'entrée en vigueur de la circulaire Fontanet.

Chers camarades, chers amis,

Mais si les ouvriers émigrés tunisiens en France luttent et lutteront avec tous les travailleurs résidant dans ce pays contre la circulaire Fontanet et contre l'exploitation et l'oppression capitaliste, leur affranchissement réel de la condition d'ouvriers émigrés tunisiens nécessite le démantèlement des intérêts impérialistes en Tunisie par le renversement des valets locaux du capitalisme mondial dans notre pays.

L'ouvrier tunisien émigré est en France parce que notre pays est encore dominé par l'impérialisme. L'exploitation impérialiste se fait par l'intermédiaire du régime réactionnaire tunisien ouvrant nos frontières au capitalisme mondial qui pille nos richesses nationales par l'exportation des capitaux et des bénéfices réalisés sur le dos des ouvriers et du peuple tunisiens. Ce pillage freine considérablement les forces productives et ne permet pas de créer suffisamment d'emplois pour résorber le chômage existant et pour accorder du travail aux jeunes qui accèdent au marché de l'emploi. C'est donc le chômage pléthorique et la misère (dans lesquels ont été plongées les masses populaires) qui poussent les petits producteurs paupérisés et la jeunesse étudiante et lycéenne à émigrer et à vivre la condition d'ouvriers immigrés en France, c'est-à-dire la condition de personnes terriblement exploitées et opprimées par la bourgeoisie impérialiste française.

Le pouvoir réactionnaire tunisien ne cesse, particulièrement ces dernières années, d'accentuer sa soumission à l'impérialisme. La loi d'avril 1972 garantit aux hommes d'affaires étrangers la liberté totale d'exporter les capitaux et les bénéfices réalisés en Tunisie. Elle accorde aux Compagnies occidentales une exonération de l'impôt sur les bénéfices et une suspension des frais de douane. C'est ainsi que Prouvost et Edgar Pisani et de nombreuses sociétés françaises se sont rués sur la Tunisie pour investir leurs capitaux dans les industries d'exportation (Prouvost), dans les industries de sous-traitance (Berliet) et dans le tourisme (Messageries Maritimes, Sotumatex, etc.).

Le gouvernement réactionnaire tunisien s'est soumis à la bourgeoisie impérialiste et lui a permis d'exploiter à mort les ouvriers en Tunisie. Les patrons français et étrangers versent à l'ouvrier de Tunisie un salaire égal au quart de la rémunération d'un ouvrier travaillant en France.

Enfin, le gouvernement tunisien est également d'accord avec la bourgeoisie impérialiste française pour qu'elle « pressure » jusqu'aux os les travailleurs tunisiens en France. Le 15 mars dernier, le gouvernement tunisien a condamné ouvertement et clairement les grévistes de la faim victimes de la circulaire Fontanet car, selon ses propres termes, les ouvriers « indisposent » le gouvernement Pompidou et « portent atteinte au prestige de la Tunisie à l'étranger ».

Mais les immigrés tunisiens en grève à Lyon ont dénoncé dans une lettre du 17 mars la complicité de la classe au pouvoir en Tunisie avec le capitalisme français et ont affirmé leur volonté de lutter contre l'impérialisme et ses agents locaux qui exploitent notre peuple et les ouvriers immigrés tunisiens.

Au cours de toute cette période où la tâche centrale du mouvement révolutionnaire tunisien est l'édification du Parti communiste marxiste-léniniste de Tunisie en liaison avec les luttes de la classe ouvrière et du peuple, les révolutionnaires marxistes-léninistes et les travailleurs avancés dans l'émigration ont un rôle dynamique à jouer pour mener à bien cette tâche qui est la condition la plus importante pour le triomphe de la révolution en Tunisie et le renversement de l'impérialisme et de ses valets locaux.

Dimanche 1er avril s'est tenu au même endroit un autre meeting contre la circulaire Fontanet. Malgré les multiples démarches de nos camarades, les organisateurs de ce meeting (« Union Nationale des Comités de Lutte d'Atelier » impulsée par des militants de la « Cause du Peuple » et certains éléments anarchistes) ont systématiquement refusé toute unité avec les organisations présentes au meeting du 31 mars. Sous quel prétexte ? « Pas de politique ! ». En fait, le presidium de ce meeting n'est pas parvenu à empêcher la juste politisation des interventions : les travailleurs tunisiens, notamment, appuyés par l'immense majorité de la salle, ont fait conspuer l'impérialisme français et la complicité Bourguiba-Pompidou. Quelques violences ont été déchaînées contre eux par des éléments du curieux « service d'ordre » apolitique et peut-être aussi des éléments « dastouriens ».

La présidence de ce meeting « apolitique » s'est arrangée pour ne pas laisser parler le camarade espagnol, chargé de présenter la motion unitaire adoptée la veille.

Au surplus, le compte rendu publié par « Le Monde » du lendemain fut totalement inexact et présentait des relents d'information orientée.

Ce sont, à la base et dans l'action, les travailleurs eux-mêmes qui imposeront la juste ligne politique contre la circulaire Fontanet, expression concrète de l'impérialisme et du néo-colonialisme français.

Bordeaux :

Le samedi 17 mars, treize travailleurs immigrés (des Marocains, des Tunisiens, des Portugais) commencent une grève de la faim à l'église Saint-Pierre :

— Pour obtenir leurs cartes de séjour et de travail ;

— Pour lutter contre la circulaire Fontanet.

Ces travailleurs, souvent en France depuis longtemps, étaient menacés par la circulaire Fontanet directement. Deux exemples :

Ces travailleurs grévistes de la faim étaient au nombre de vingt-quatre le dimanche 18 mars. (Les curés appuyèrent leur action et furent rejoints quelques jours plus tard par l'archevêque qui prit position pour les grévistes.)

Il faut bien comprendre toute l'importance de cette action à Bordeaux, ancien fief de l'O.A.S.

Dans la circonscription de Chaban-Delmas (infirmant ainsi les affiches qu'il a fait placarder pour la campagne, le représentant accompagné de ces mots : « La nouvelle société... Bordeaux »).

Dans le quartier du Centre où la spéculation immobilière bat son plein : sous le faux prétexte de rénover le vieux Bordeaux, on va faire des appartements de luxe à hauts

loyers dans les anciennes maisons du Centre, laissant le choix aux travailleurs de payer... ou de s'en aller,

Dans une région où l'exploitation des travailleurs immigrés se fait de la manière la plus organisée de la surexploitation des « clandestins » aux pratiques des marchands de sommeil.

LE COMITE DE SOUTIEN

Un comité de soutien s'est constitué pour populariser et appuyer la lutte des grévistes de la faim.

LA GREVE DE LA FAIM

Durant la semaine de la grève de la faim, les grévistes ont reçu la visite de nombreux travailleurs du quartier venus les soutenir, moralement et en versant à la caisse de solidarité financièrement. Des discussions entre les travailleurs du quartier ont permis d'expliquer ce qu'était la circualire Fontanet. Le comité de soutien organisait collages d'affiches d'information, gardes de jour et de nuit (en cas d'attaque fasciste). Les militants de *l'Humanité Rouge* ont pris leur part activement dans ce travail.

Jeudi soir, les grévistes obtenaient satisfaction sur une de leurs revendications. Ils obtenaient un récépissé de carte de séjour de trois mois et la promesse orale que leurs demandes d'emplois seraient examinées en priorité. Ils ont alors décidé de suspendre la grève de la faim.

LA MANIFESTATION

La manifestation qui était prévue samedi a été maintenue. De nombreux travailleurs français et immigrés y ont participé, scandant dans les quartiers populaires du Centre et dans les rues commerçantes les justes mots d'ordre : « Travailleurs français, immigrés, solidarité ! », « A bas les circulaires Fontanet-Marcellin ! », « Avec les immigrés jusqu'à la victoire finale ! », « Travailleurs français, immigrés, même patron, même combat ! », etc., ainsi qu'un mot d'ordre en arabe exaltant l'unité de classe entre travailleurs français et immigrés, des slogans espagnols et portugais.

UN BUT :

ORGANISER ET DEVELOPPER LA LUTTE DE MASSE

Les grèves de la faim ont marqué un premier point de la lutte contre la circulaire scélérate : prise de conscience de nombreux travailleurs français et immigrés, discussion, action de soutien.

Mais les grèves de la faim ne peuvent amener qu'à des résultats partiels. La circulaire Fontanet existe toujours et il faut l'abroger !

A Bordeaux, les bases d'un large mouvement unitaire contre la circulaire Fontanet sont lancées. Nous ferons tout pour qu'il se développe et s'amplifie.

Quand les capitalistes s'attaquent à un prolétaire, c'est le prolétariat qu'on attaque !

Quand la police contrôle les travailleurs immigrés, c'est la classe ouvrière tout entière qui est menacée !

Travailleurs français, travailleurs immigrés de toutes nationalités,

— Une seule classe ouvrière !

— Avec les mêmes droits !

Développons la lutte de masse pour l'abrogation de la circulaire scélérate !

Tous unis, nous vaincrons !

Correspondant Bordeaux.

Nixon menace, Thieu fanfaronne

C'EST LE PEUPLE DU VIETNAM QUI DÉCIDERA DE SON PROPRE AVENIR

« Les dirigeants du Vietnam du Nord ne doivent avoir aucun doute sur les conséquences qui en résulteraient s'ils n'appliquaient pas l'accord. »

Nixon a ainsi menacé, une fois de plus, le 29 mars, jour où la grande majorité de ses troupes ont quitté le Vietnam, la tête basse. Et pour les naïfs, son secrétaire d'Etat à la Défense a parlé « d'éventuels bombardements » en cas de violations graves. Nixon et ses commis de service ne manquent pas de toupet. Car, eux accumulent les violations graves de l'accord de Paris. Plus de dix mille militaires U.S. déguisés en civils sont restés au Sud-Vietnam ; des bases U.S. non démantelées : on change la plaque du camp et le voilà « vietnamisé » à la Thieu ; des bombardements intensifs sur les zones libérées du Cambodge et au sud du Laos ; un dispositif militaire renforcé : deux cent cinquante mille soldats en Asie du Sud-Est, quatre cents chasseurs-bombardiers et cinquante « B 52 » en Thaïlande, cent cinquante-deux « B 52 » à Guam, la VIIe Flotte, ses cinquante navires, quatre porte-avions et deux cents appareils !

Et surtout l'encouragement non déguisé de Nixon à son sinistre valet Thieu qu'il serre entre ses bras à San Clemente ce lundi 2 mars. L'encouragement aux dizaines de milliers d'attaques d'empiètement contre la zone libérée du Sud-Vietnam. L'encouragement aux massacres de milliers et de milliers de patriotes horriblement torturés dans les bagnes et les camps de concentration de Thieu. Thieu, instrument du néo-colonialisme U.S. au Sud-Vietnam, voilà le dernier espoir de Nixon, et il ne lui marchandera ni les dollars ni les armes à San Clemente. On peut en être sûr.

Thieu, quant à lui, fanfaronne. Peur ou suprême provocation au peuple vietnamien ? Dans un hebdomadaire français, Thieu fait un étalage indécent de son anticommunisme, de son antipatriotisme, de sa trahison de son propre peuple. Mauvaise foi, calomnies, mensonges, injures sont de bien petits mots pour désigner les paroles de ce mercenaire U.S. ! Tour à tour, il nie les assassinats dans ses prisons, il nie ses violations au cessez-le-feu, reconnues par tous les observateurs et même par les officiels U.S.

Il affirme gagner à 96 ou même 99 % des élections libres ! Que n'en fait-il en etet ! En fin d'interview, il aime consulter des astrologues, non, des « horoscopistes » — c'est une science très précise, dit-il sans rire ! Mais Thieu n'a pas consulté récemment. C'est préférable pour lui. Son « horoscope » est assurément mauvais !

Car Thieu n'a pas d'avenir ! C'est le peuple vietnamien qui décide de son propre avenir. Et déjà, dans la lutte qui continue, chaque jour aussi ardue, le peuple forge son destin. Il y a déjà des pas décisifs : le contingent U.S. est parti le 29 mars ; pas un bravo, pas un merci : pourtant, n'était-il pas « officiellement » venu « pour assurer la liberté des Vietnamiens » ? La « paix dans l'honneur » de Nixon, c'est une honteuse défaite. Thieu en connaîtra une plus cuisante encore. Car ses crimes d'hier et d'aujourd'hui lui seront comptés. Car le peuple du Vietnam voit poindre à l'horizon le jour radieux où, uni et fort, il vaincra totalement.

SOLIDARITÉ COMBATTANTE

« Yasser Arafat, président de l'organisation pour la Libération de la Palestine, a reçu le 25 mars à Damas, Nguyen Thi Binh, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam, et a eu une conversation amicale avec elle.

Arafat a exprimé à Nguyen Thi Binh : « Le peuple palestinien et le peuple vietnamien luttent contre le même ennemi. Les fantoches de Saïgon et de Tel-Aviv tentent tous de réaliser les desseins des impérialistes. Nous, le peuple palestinien, sommes déterminés à continuer notre révolution armée jusqu'à la réalisation de notre but ».

Arafat a ajouté : « La victoire du peuple vietnamien sera une force motrice qui soutient la lutte du peuple palestinien, et l'encouragera à poursuivre sa lutte jusqu'à la victoire ».

Arafat a exprimé l'admiration du peuple palestinien pour la lutte héroïque du peuple vietnamien contre l'impérialisme.

Nguyen Thi Binh a exprimé le soutien du peuple vietnamien à la juste lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes. Elle a dit : « Le G.R.P. de la R.S.V.N. et la population du Sud-Vietnam accorderont leur soutien total au peuple palestinien et aux autres peuples arabes pour la libération de leur terre occupée et la restauration de leurs droits nationaux. »

D'après Wofa, l'agence de presse palestinienne.

Grèce :

La lutte continue

Bravant la terreur fasciste, les étudiants d'Athènes continuent le combat et occupent leur université. Ils donnent un sens clairement antifasciste à leur lutte. (Sur les pancartes : *Liberté !*)

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Brésil : Des ouvriers en lutte contre l'impérialisme français

Au Brésil, la sanglante dictature militaire vend son pays au plus offrant. Derrière l'impérialisme américain, les différents pays capitalistes se disputent le pillage des richesses du pays. L'impérialisme français n'est pas absent de cette bagarre entre requins. Le voyage de Giscard l'an passé, l'accueil chaleureux réservé par le gouvernement français au sinistre Fleury, chef de la police et bourreau du peuple brésilien, se sont concrétisés par la livraison récente de Mirages français à la dictature militaire.

Mais le peuple brésilien est bien décidé à balayer les pillards impérialistes et les sinistres pantins à leur dévotion.

C'est ainsi que les ouvriers travaillant à la construction du métro de Sao-Paulo ont détruit, au cours du mois de février, le chantier sur lequel ils travaillaient. Depuis deux mois, ils attendaient vainement d'être payés tout en continuant à être férocement exploités. Au cours de cette révolte, ils se sont violemment affrontés à la police accourue au secours de la Société française d'études (SOFRETU).

Celle-ci est une filiale de la R.A.T.P., spécialisée dans la construction de métros : cette société-bidon — elle se compose simplement d'un P.-D.G. et d'un secrétaire — « emprunte » à la R.A.T.P. ses ingénieurs. En effet, d'après son statut, la R.A.T.P. ne peut réaliser d'opérations commerciales à l'étranger. Un ouvrier de la construction de Sao-Paulo étant payé 225 francs par mois, la SOFRETU empoche ainsi, sur leur dos, des milliards qui iront grossir les profits des capitalistes français.

A LA CINEMATHEQUE DE PARIS

Un mois de cinéma algérien

L'Association France-Algérie organise depuis le 21 mars jusqu'au 16 avril une remarquable rétrospective du cinéma algérien avec le double concours de la cinémathèque algérienne et de la cinémathèque française au Palais de Chaillot. Il est réconfortant de constater que jusqu'ici presque toutes les séances ont fait salle comble. Cette manifestation est une initiative très louable qu'il convient de soutenir.

Né dans les djebels de l'Algérie en flammes entre 1954 et 1962, le cinéma algérien apparaît d'abord comme un cinéma enraciné dans la vie réelle d'un peuple qui a payé d'un million de martyrs la reconquête de son indépendance.

Dans une première étape (1962 à 1971), les cinéastes algériens ont principalement abordé dans leurs films le thème de la guerre de libération. Il s'agissait d'illustrer les aspects multiples d'un conflit qui a duré sept ans.

Seuls, à ce jour, deux longs métrages de cette tendance ont réussi à percer le marché français : *Le vent des Aurès* de Mohammed Lakhdar-Hamina (qui n'a pu cependant être projeté dans le sud de la France) et *La bataille d'Alger* (qui a été longtemps retardé par les menaces des nostalgiques de l'Algérie française).

Nous saisissons l'occasion pour appeler les militants à faire pression sur les distributeurs afin que tous ces films soient projetés devant les spectateurs français dans le but de développer une amitié dépourvue d'ambiguïté entre nos deux peuples.

Le vent des Aurès réalisé par Mohammed Lakhdar-Hamina dénonce le ratissage auquel ont été soumises les populations campagnardes par l'armée colonialiste. Une femme perd son mari qui est tué dans un bombardement de la mechta par des avions français. Son fils qui ravitaillait la nuit les maquisards dans les montagnes est arrêté par les paras et torturé. La vieille femme le recherche de camp en camp et finit, folle de douleur, par se jeter sur le barbelé électrifié. L'auteur a réalisé deux autres films : *Hassan Terro* (Hassan le terroriste), adapté d'une pièce de l'acteur populaire algérien Rouiched, montre, sur le mode comique, comment un petit employé qui voulait rester à l'écart de la guerre est amené, dans un sursaut de dignité, à rejoindre le F.L.N. ; *Décembre* dénonce la pratique de la torture chez les sbires du sinistre Massu et consorts.

L'aube des damnés réalisé par Ahmed Rachedi est un film de montage d'actualités européennes qui reconstitue la véritable histoire d'un continent souvent déformée par des historiens colonialistes. Sa rigueur idéologique est particulièrement remarquable. Dans un autre film : *L'opium et le bâton* (adapté d'un roman de Mouloud Mammeri), l'auteur décrit la lutte d'un village de Kabylie contre l'armée colonialiste.

La voie réalisé par Mohammed Slimane Riad est un hommage aux deux cent mille détenus algériens qui sont passés dans les camps de concentration colonialistes (l'auteur y a lui-même passé six ans). Ce film dénonce la brutalité des tortionnaires mais surtout démasque complètement la stratégie gaulliste en matière de décolonisation. Riad montre que c'est contraint et forcé que de Gaulle a dû consentir à l'indépendance algérienne. Cet auteur a réalisé ensuite un grand film en couleur sur la cause palestinienne, intitulé : *Sanaoud* (Nous reviendrons), qui sera projeté vers la fin de la rétrospective à la cinémathèque.

L'enfer à dix ans, c'est un film composé de cinq sketches respectivement réalisés par Bouguermouh, Bendeddouche, Mazif, Laskri et Akika. Chacun illustre à travers un petit fait la participation des enfants algériens à la lutte de libération nationale.

Mais la récupération de l'indépendance nationale assassinée par les Français en 1830 ne constituait pour le peuple algérien qu'une étape sur la route de son émancipation sociale, économique et culturelle. En 1971, le gouvernement du président Boumediene répondant aux aspirations des masses populaires, notamment des fellahs, décidait la mise en place d'une « révolution agraire ».

« La Voie » de Slim Riad (sur les conditions d'emprisonnement de 200 000 militants algériens pendant la guerre.

Cet événement capital a suscité l'apparition d'un nouveau genre de films dans le cinéma algérien, baptisés : « cinéma djidid », c'est-à-dire : « jeune cinéma ». Tous les cinéastes y manifestent leur soutien total à l'action du président Boumediene.

Le charbonnier : réalisé par Mohammed Bouamari ; ce film — le premier de cette nouvelle vague — met en scène, comme son titre l'indique, un charbonnier qui n'a pas profité jusque-là des bienfaits de l'indépendance retrouvée. L'auteur indique que bien des efforts restent à faire pour que tout le peuple participe au développement du pays. La révolution ne peut pas s'opérer en un seul jour ni d'un coup de baguette magique mais exige que tout le monde apporte sa pierre. Elle exige aussi que les éléments réactionnaires ou rétrogrades soient mis à la raison. Bouamari stigmatise violemment les féodaux et autres pêcheurs en eau trouble qui veulent se servir de la religion pour contrer la réalisation du socialisme et s'opposer aussi à l'émancipation des femmes. *Le charbonnier* est un appel à l'action et à la vigilance.

Noua : réalisé par Abdelaziz Tolbi; ce film dénonce la collusion en 1954 entre les gros colons et les féodaux locaux. Le réquisitoire est implacable. Tolbi suggère que ceux-ci ont survécu à la chute du colonialisme et indique en conséquence que l'heure est venue de leur arracher leurs privilèges conformément à la « révolution agraire ».

Sous le peuplier : réalisé par Moussa Haddad ; ce film dénonce admirablement les dangers et même la nocivité de l'individualisme et prône la valeur de l'organisation collective : un pauvre fellah s'obstine à vouloir creuser un puits pour lui tout seul. Il manque d'y perdre la vie. Ses voisins décident alors de s'organiser pour construire un puits collectif plus grand et en commun.

Journal d'un jeune travailleur : réalisé par Mohammed Ifticène ; ce film illustre divers aspects de la politique gouvernementale : la bataille du pétrole, la lutte contre les féodaux, l'émancipation de la jeune fille, la révolution agraire. L'auteur a réalisé deux autres films : *Le sang de l'exil* (d'après une nouvelle d'Ahmed Azzegagh) relate la dramatique amitié entre deux jeunes gens, un Français et un Algérien en exil en France. Ils ont grandi ensemble mais le Français n'a pas su comprendre le sens de la lutte de libération du peuple algérien. Il affronte son ami au cours d'un accrochage pendant la guerre. *Gorine*, anagramme de Ringo, est un film sur l'enfance abandonnée et prédélinquante, intoxiquée par les westerns et les films de violence.

Pour que vive l'Algérie : ce film collectif a été réalisé par Ahmed Rachedi, Sid Ali Mazif, Rabah Laradji et Ahmed Kerzabi. C'est un bilan des réalisations de l'Algérie depuis 1962.

L'embouchure : ce film consacré à la vie d'un pêcheur a été réalisé par Mohammed Chouikh qui avait été l'interprète principal du *Vent des Aurès* et de *Elise ou la vraie vie* (ce film de Michel Drach qui dénonce la répression contre les Algériens en France pendant la guerre de libération).

AUTRES FILMS : à l'heure où nous écrivons, plusieurs films qui appartiennent aussi à ce « cinéma djidid » n'avaient pas encore été projetés. Il s'agit de : *Les bonnes familles* de Djaffar Damardji ; *Les spoliateurs* de Lamine Merbah ; *Les chiens* et *La corde* de el Hachemi Cherif. A signaler notamment *Libération* de Farouk Beloufa, film de montage sur la guerre d'Algérie qui constituera une réplique au film de Courrière et Monnier intitulé : *La guerre d'Algérie*, empreint de bien des insuffisances et de plusieurs contre-vérités notoires.

Les problèmes de l'émigration ont été abordés par Ahmed Bedjaoui dans son court métrage : *Le grand détour* ; par Ali Ghalem dans son long métrage : *Mektoub ?*

La question de l'émancipation de la femme est l'objet de deux courts métrages : *Elles* d'Ahmed Lallem, et *L'obstacle* de Mohammed Bouamari.

Dans *Taya ya Didou*, Mohammed Zinet décrit sur un mode assez insolite la vie de la capitale. Dans *Les hors-la-loi*, Tewfik Farès met en scène des « bandits d'honneur » qui parcouraient les Aurès aux alentours de 1950, châtiant colonialistes et exploiteurs et les dépouillant pour aider les opprimés.

Bien entendu, tous ces films ne sont pas d'égale valeur artistique mais dans l'ensemble tous témoignent de la volonté des cinéastes de mettre leur art au service de la révolution et de leur effort pour susciter une progressive révolution culturelle sur le front qui les concerne.

Patrick DUVAL.

LE NUMERO 6

d'Albanie Aujourd'hui

EST PARU

★

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

— **Le peuple albanais lutte, travaille et vit heureux à l'époque du Parti** (Enver Hoxha)

— **Un grand succès de notre culture nationale**

— **Les assurances sociales d'Etat**

— **La production et les exportations**

— **Note du gouvernement de la République populaire d'Albanie remise au gouvernement de la République Finlandaise**

— **Mêmes conceptions politiques impérialistes**

— **Le révisionnisme moderne et la religion**

L'exemplaire : 3,40 francs —— COMMANDEZ-LE !

E-100

Editions-Diffusion du Centenaire
B.P. 130 - 75962 Paris Cédex 20

SORTIE DU PREMIER NUMERO DE

PROLÉTARIAT

revue théorique et politique du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung

La publication du premier numéro de la revue théorique et politique « Prolétariat » est un événement important.

Depuis l'époque où fut engagée la lutte de principe contre le révisionnisme moderne et assumée la rupture sur tous les plans avec les partis et dirigeants traitres au marxisme-léninisme, les militants communistes étaient conscients de la nécessité d'un périodique destiné à aider leur élaboration idéologique, théorique et politique d'une juste ligne révolutionnaire prolétarienne.

Face au révisionnisme moderne toujours influent dans les pays capitalistes occidentaux et face au déferlement du gauchisme moderne avec ses flux et ses reflux, il était devenu indispensable d'entreprendre la défense, puis le développement et l'enrichissement des principes du marxisme-léninisme appliqué aux conditions spécifiques de la révolution prolétarienne en France.

L'entreprise n'est pas mince et sa mise en chantier ne pouvait intervenir qu'après accumulation d'un certain nombre d'expériences concrètes, d'échecs et de succès, qu'avec les précieux enseignements de la pratique. « Prolétariat » ne prétend pas d'emblée résoudre tous les problèmes, solutionner toutes les questions, mais il aspire à les aborder de manière créatrice. La modestie de ses premiers efforts est d'ailleurs soulignée dans l'éditorial de présentation publié sous la plume de notre camarade Gaston Lespoir, qui en assume la direction politique.

Au demeurant, ce premier numéro comporte un sommaire assez riche.

Henri Jour commence par analyser le faux patriotisme de la bourgeoisie, incarné notamment par ce Michel Debré que conspuent ces jours-ci des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants à travers toutes les rues des villes de notre pays.

C'est après ce premier texte que se développe l'orientation systématique du Comité de rédaction, dans lequel se retrouvent ouvriers et intellectuels se tenant le plus fermement possible sur les positions idéologiques du prolétariat. « Prolétariat » a l'ambition de traiter par priorité les sujets intéressant les travailleurs, la classe ouvrière, classe fondamentale et dirigeante de la révolution. Naturellement, cette ambition implique une offensive soutenue contre la bourgeoisie capitaliste et ses serviteurs réformistes et révisionnistes. L'ouvrage est de taille !

Luc Dacier, ouvrier travaillant actuellement dans une usine métallurgique parisienne prend nettement position contre la fonction de collaboration de classe des Comités d'entreprise, et rappelle abondamment les avertissements prodigués à ce sujet naguère par le grand dirigeant syndicaliste prolétarien Gaston Monmousseau.

Publiant à cette occasion les caricatures de la fameuse brochure de la C.G.T. « La famille Babebibobu », notamment celle du « singe » (le patron) en train d'essayer d'endormir l'ouvrier en lui faisant avaler les couleuvres de la collaboration de classes, notre éditorialiste du Front ouvrier fait là une présentation du plus grand intérêt dans la période actuelle où les dirigeants révisionnistes sont bel et bien devenus les « porteurs de serviette » jadis dénoncés par la confédération qui a depuis lors dégénéré (à la tête).

L'interview d'un militant ouvrier, syndicaliste et membre d'une cellule d'entreprise du Parti communiste marxiste-léniniste permet de dresser un bilan après une importante grève et d'essayer d'en dégager les premiers enseignements.

L'article présenté par Jacques Vermont sur la fonction effective des cadres de l'Etat capitaliste monopoliste est une première contribution à l'analyse, qui sera très approfondie, du capitalisme monopoliste d'Etat. Il y est rappelé, de façon opportune, que notre lutte contre la hiérarchie des salaires n'est pas identique à celle des « égalitaristes » plus ou moins influencés par les rêves anarchistes, et la juste position en la matière des marxistes-léninistes s'y trouve précisée d'heureuse façon.

A la suite d'une nouvelle démonstration de la mystification des élections en régime capitaliste, il a paru intéressant de présenter la signification des élections dans un pays socialiste : c'est ce que fait Marc Laurent en exposant « Le sens des élections en Albanie socialiste ».

« Prolétariat », dès son premier numéro, s'est trouvé honoré d'un article qui participe à la grande bataille des idées sur le front de la culture, intéressant plus spécialement intellectuels et artistes. Michelle Loi, sinologue antirévisionniste, dont nous aurons à présenter les plus récents ouvrages, entreprend ici l'une des toutes premières attaques en règle contre l'idéologie bourgeoise honteusement secrétée par les dirigeants révisionnistes depuis leur session du Comité central du P.«C.»F. à Argenteuil en 1966, sans qu'ils aient depuis lors corrigé l'orientation des Garaudy, Aragon et autres « humanistes bourgeois », tout au contraire. En pulvérisant l'ouvrage « **La culture au présent** » publié récemment par Roland Leroy, membre du Bureau politique révisionniste, Michelle Loi accomplit œuvre utile, et ne manque pas de soulever nombre de sujets de réflexion et polémique contre les tenants d'une ligne de trahison délibérée du marxisme-léninisme, sur le front culturel.

« Prolétariat » inaugure une chronique particulière destinée à faire connaître des écrits théoriques et politiques du mouvement communistes marxiste-léniniste international ainsi que des mouvements anti-impérialistes. Ainsi se trouvent publiés sous la rubrique « Documents » plusieurs textes albanais, chinois et une étude récente de militants anti-impérialistes de la Martinique.

Extrait de la revue théorique du Comité central du Parti du Travail d'Albanie, le premier de ces « documents » retiendra l'attention de tous ceux qui aspirent en France à la révolution prolétarienne et se réclament en conséquence du marxisme-léninisme. La grande question, tant débattue depuis des années, de « l'unification » des marxistes-léninistes trouve ici une réponse claire et nette, que les courants influencés par l'idéologie non-prolétarienne de la petite bourgeoisie auront à étudier et assimiler si leurs militants désirent effectivement se placer sur les justes positions de classe du prolétariat et du parti de type léniniste.

«Prolétariat » présente enfin quelques ouvrages relativement récents, dans lesquels le lecteur pourra trouver riche matière tant pour sa propre formation que pour consolider sa participation aux luttes révolutionnaires de notre temps.

La publication d'un premier cours marxiste-léniniste et de la pensée-maotsétoung permet d'espérer que le lecteur et les militants disposeront par la suite d'une série complète. « La lutte des classes », comme cours numéro un, semble d'une opportunité incontestable.

« L'Humanité Rouge » appelle ses lecteurs, militants et sympathisants, à se mobiliser pour aider au succès de la revue « Prolétariat » en souscrivant des abonnements, en faisant souscrire des abonnements, en soutenant la diffusion militante, en rédigeant des avis, critiques et suggestions, en envoyant des informations, en proposant des articles.

Que « Prolétariat » connaisse le plus grand retentissement !

C'est un instrument de plus au service des luttes révolutionnaires du prolétariat, au service du peuple.

31 mars 1973.

A PROPOS DE L'UNIFICATION DES MARXISTES-LENINISTES

La place nous faisant défaut dans le présent numéro, nous ajournons à la semaine prochaine la publication d'une importante déclaration de militants de base de l'organisation « Front Rouge » qui ont décidé de rallier les rangs de « L'Humanité Rouge ».

VOUS TROUVEREZ « PROLETARIAT » DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES, DES LA 1re QUINZAINE D'AVRIL :

— NORMAN BETHUNE, 76 boulevard Saint-Michel, Paris-5e

— LE PHENIX, 72 boulevard Sébastopol, Paris-2e

— L'ETINCELLE, 92 rue d'Oberkampf, Paris

— LA JOIE DE LIRE, 40 rue Saint-Séverin, Paris-5e

— LIRE, 16 rue Sainte, Marseille 1er

— LE MONDE EN MARCHE, 37 rue Vasselot, Rennes

— LIBRAIRIE OCCITANE, 32 rue Grenouilla, Agen

— MAISON DE LA PRESSE, 13 rue Saint-Guillaume, Saint-Brieuc

L'exemplaire (6 francs) en vente dans ces librairies, ou par l'intermédiaire des militants, ou sur demande à son siège contre 7 francs (majoration pour frais d'expédition). Mais d'ores et déjà vous soutiendrez « **Prolétariat** » en souscrivant un abonnement :

— 1 an : 20 francs (4 numéros) - 2 ans : 35 francs

— Abonnement de soutien : 1 an : 50 francs
2 ans : 100 francs

A adresser à :

« PROLETARIAT », 17 rue du Sentier, 75002 Paris

C.C.P. : 30 686 98 La Source

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Age : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

Signature

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien permanent à HR. Vive le 6e Congrès du PTA	10
Des travailleurs Mosellans	200
Soutien aux lycéens en grève contre l'armée bourgeoise. Léon	10
Pour continuer la lutte anti-électoraliste GB et MD	50
CDHR F. Marty	30,50
AQ supplément à abonnement	25
H. supplément à abonnement	4
Des anciens résistants avril-mai	50
1 couple de jeunes lecteurs	4
1 sympathisant	8
CDHR NVT	20
1 couple de cheminots	2
1 couple de militants	5
1 membre du P«C»F, ancien FTP	18
Souscription meeting contre la circulaire Fontanet	4
CDHR Pierre Sémard	5
1 caissière	5
1 étudiante	0,50
1 employé	1
2 militants	4
JT OS à Renault Billancourt	10
Pour le renforcement HR	100
CDHR Staline S	140
ES	20
1 travailleur	1
DM	10
Souscripiton permanente RR	250
MG. Soutien permanent	46,50
Soutien à la campagne antiélectoraliste CMH	10
Pour la bataille de HR. MP	5
Soutien hebdomadaire. HR vaincra !	25
CDHR G. Peri	9
Des cheminots M-L	90
1 couple de jeunes cheminots	20
MC	17
Philippe	1
CDHR ex GD	60
1 travailleur immigré	1
BDT	50
CMS	20
1 appelé	10,80
Sur un marché	1,50
NP. Soutien à HR	116
Artiste peintre ancien résistant	100
Souscription. Une partie du CR	170
Total de la semaine	1 738,80
Total précédent	268 669,60
Total général	279 408,40

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Pour les camarades Vietnamiens en lutte	4,50
Campagne de soutien aux camarades brésiliens, organisé dans une usine et sur un marché. Avec soutien de 97 signatures	37,50
Total	42

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

La Méditerranée appartient aux peuples et pays méditerranéens (1)

Le déversement de milliers de tonnes d'acide sulfurique, faussement dénommées Boues Rouges, au large de la Corse, par le trust monopoleur italien Montedison, a ramené brutalement, par la lutte des populations concernées, le problème de la pollution des mers au plan n° 1 de l'actualité. Personne n'ignore que l'acide sulfurique est un poison mortel et violent pour la faune et la flore, et il n'y a que les tartuffes pour vouloir le contrôler à l'aide de commission d'enquêtes scientifiques et d'enterrement.

La lutte des pêcheurs et des populations de la Côte d'Azur et de la Corse se développe contre cette pollution destructrice des richesses halieutiques et touristiques qui s'ajoute à celles des déchets pétroliers et industriels divers répandus sur les plages.

La lutte entreprise par les intéressés est inséparable de la lutte de tous les peuples du monde contre les emprises impérialistes, capitalistes, colonialistes et néo-colonialistes pour la défense de l'environnement, contre le pillage des mers et la rapine des sous-sols marins et contre la politique d'hégémonie des deux super-puissances.

A partir des Boues Rouges le long des côtes corses, ils faut donc élever le débat, lui donner ses vrais dimensions, pour traiter le problème de la Méditerranée dans son entier, et ce n'est pas l'ambition de ce modeste article.

Lutte contre les deux super-puissances, les deux plus grands pollueurs du monde

a) *L'Impérialisme Américain* depuis de nombreuses années fait stationner sa 6° Flotte en permanence en Méditerranée, et il s'est emparé de bases militaires le long des côtes et sur les îles, se livrant sans cesse à la menace, au chantage, à l'intimidation contre les peuples riverains et à l'agression contre les peuples arabes, fomentant sans cesse des complots et appuyant les régimes réactionnaires de son armada (complot au Liban, aide à Israël, à Hussein de Jordanie, etc.).

La 6° Flotte américaine, n'est pas un fantôme né de l'imagination. A l'origine elle comprenait déjà une puissante armada de 45 navires de guerre et 200 avions avec un effectif global de 25 000 hommes prêts à débarquer n'importe quand. En 1971, la 6° Flotte a été renforcée de huit navires anti-sous-marins et d'un porte-hélicoptère d'intervention rapide. En même temps elle a considérablement accru ses effectifs militaires.

Les Américains patrouillent sans cesse, se ravitaillent chez leurs alliés ou dans leurs bases et stationnent jusque dans les eaux territoriales françaises grâce à l'accord de Pompidou. Leurs soudards de troupes et d'officiers en tenue ou en civil sous prétexte de détente viennent périodiquement sur la Côte d'Azur prendre le repos du guerrier où ils se comportent en maître. Mais en réalité ils en profitent pour se livrer impunément à toutes sortes de trafics et à l'espionnage.

Ils ont en outre la prétention que leur 6° Flotte se transforme en un noyau pour une flotte plus puissante, au nom de l'OTAN, mais dont ils auraient le commandement, la Grande-Bretagne, pays non méditerranéen et d'autres pays fournissant le reste de cette grande flotte impérialiste. Ils prétendent que cette flotte de l'OTAN pourrait avec plus d'aisance surveiller et contre-balancer la flotte soviétique toujours plus active dans cette région. En réalité cette politique des impérialistes américains consiste à tenir sous son contrôle la Méditerranée, de pouvoir la vérouiller quand ils voudront. Avec leurs missiles, ils tiennent et encerclent les pays européens par le sud, ils menacent directement tout le Moyen Orient, et tiennent sous leur menace toute l'Afrique du Nord. En réalité, ils menacent et agissent pour contrôler les pays riverains de la Méditerranée et s'emparer de leurs richesses.

b) *Le Social-Impérialisme Soviétique* est sorti de sa mer Noire pour pénétrer en force en Méditerranée avec une flotte toujours plus puissante. Le Social-impérialisme soviétique prétend disputer en Méditerranée l'hégémonie à l'impérialisme américain. Là aussi ce n'est qu'un prétexte, car le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain se servent en réalité d'alibi réciproque pour mener la même politique agressive. Et ce n'est que dans le cadre de cette politique agressive commune qu'ils entrent en compétition. Leur but premier comme celui des Américains, c'est d'intervenir pour son propre compte dans la politique et les affaires intérieures des pays arabes comme on l'a vu en Syrie, en Egypte et au Soudan principalement. On sait le rôle néfaste que joue le social-impérialisme pour saboter la lutte du peuple palestinien. On sait également que la flotte social-impérialiste soviétique est le moyen militaire de pression utilisé vainement contre l'Albanie socialiste à l'appui de la thèse Brejnev sur la souveraineté limitée, ainsi que contre la Yougoslavie.

L'Union Soviétique maintient en permanence en Méditerranée de 50 à 60 navires de guerre. En cinq ans elle a quintuplé sa force navale et numériquement surclassé même la 6° Flotte américaine. Elle comprend un porte-hélicoptères d'intervention rapide, des croiseurs et des destroyers porteurs de missiles et des sous-marins nombreux.

Le résultat de la double hégémonie US et URSS en Méditerranée, c'est que la tension y grandit en vue de donner l'occasion aux deux compères de prendre pied en masse dans les territoires qu'ils convoitent.

c) *La Méditerranée, marmite explosive en fusion, ou mer de paix*, tel est le dilemne posé aux peuples et pays méditerranéens sans exception. Faut-il permettre aux deux super-puissances de créer de nouveaux conflits impérialistes en Méditerranée, telle est la question. Lorsque nous disons Méditerranée marmite explosive en fusion, ceci signifie que les deux super-puissances impérialistes peuvent à n'importe quel moment embraser par la guerre tous les pays limitrophes de la Méditerranée. Jaurès disait déjà : « L'impérialisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage ».

De plus en plus le centre de gravité du réseau des bases de la 6° Flotte américaine le long des côtes, se déplace de la Méditerranée Occidentale vers la Méditerranée Orientale.

De plus en plus le centre de gravité du réseau des bases de la flotte soviétique se déplace de la Méditerranée Orientale vers la Méditerranée Occidentale.

Les deux super-puissances rivalisent et s'entendent pour dominer et piller les richesses des peuples et elles veulent devenir chacune le suzerain des pays de la Méditerranée. Ces prétentions portent un grave préjudice à l'indépendance, à la sécurité et à la souveraineté des pays méditerranéens, suscitant dans leurs peuples, une sérieuse inquiétude et une ferme opposition.

La Méditerranée doit devenir une mer de paix et non une marmite explosive en fusion soviéto-américaine. Une seule solution :

L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique hors de la Méditerranée !

Tous les peuples et pays méditerranéens doivent exiger que les impérialistes US et les sociaux-impérialistes soviétiques se retirent immédiatement et sans condition de la mer Méditerranée, qu'ils démantèlent partout, et sans condition, leurs bases militaires, marines, aériennes et terrestres dans les pays côtiers de la Méditerranée.

Les pays méditerranéens peuvent, par leurs propres forces, garder, protéger et contrôler eux-mêmes leur mer, pour la rendre libre et méditerranéenne, et pour l'interdire aux flottes de guerre non méditerranéennes, compte tenu que :

La mer Méditerranée n'est ni la mer Noire, ni l'Océan Atlantique !

Tous les pays méditerranéens, grands et petits, doivent être égaux en droits, et sur la base des cinq principes de la coexistence pacitifique, doivent en décider ensemble.

Pour que la mer Méditerranée soit aux peuples et pays méditerranéens, ils doivent unilatéralement ou par décision commune étendre leurs eaux territoriales jusqu'à la mitoyenneté pour la prise de possession totale de la Méditerranée qui deviendra ainsi automatiquement mitoyenne ou commune entre tous ses riverains.

Si l'entente pour une mer commune, c'est-à-dire sans frontière, ne peut être réalisée de suite, les pays progressistes et indépendants grâce à l'appui de la lutte de leurs peuples doivent immédiatement étendre leurs eaux territoriales jusqu'à la mitoyenneté, c'est ce que *le peuple de France et la population corse en particulier, exigent immédiatement* du gouvernement Pompidou.

Touefois,il est bien entendu que les règles de juridiction internationale qui suivront le fait (le fait précède toujours la loi) devront permettre la libre circulation des bateaux commerciaux pacifiques et non pollueurs, étrangers à la Méditerranée sous la responsabilité et avec l'accord du pays riverain qui l'invite et le reçoit, sans que cela puisse porter atteinte à la paix dans cette région, au bon ordre et à la sécurité des pays côtiers, dans le respect des lois et réglements établis et acceptés en commun.

Dans les mêmes conditions seraient établis les règlements de pêche communs, en tenant compte des droits particuliers à chaque riverain, et les règles visant à protéger l'environnement, la flore et la faune marine contre les pollutions des pays cotiers. C'est ainsi que l'on voit que les problèmes des boues rouges le long des côtes par le monopoleur Montedison trouverait sa juste solution.

LARVERNE.
(A suivre).

LE PEUPLE INDIEN VICTIME DU COLONIALISME YANKEE

La presse bourgeoise essaie à sa manière de défigurer la lutte courageuse que mène le peuple indien des U.S.A. et fait le silence sur l'affrontement armé de Wounded Knee. Lorsqu'elle ne peut se taire, elle travestit l'événement en en faisant un épisode pseudo-folklorique.

Elle se garde bien en tout cas de rappeler que les Etats-Unis, chef de file de l'impérialisme, ont été fondés dans la terreur, le crime et l'oppression. Ainsi, entre 1830 et 1860, de nombreuses tribus indiennes ont été dépossédées de leurs territoires par les colons européens, qui font avancer la frontière de leur « civilisation » vers l'ouest. Une loi de 1872, le Homestead act a même le cynisme d'attribuer gratuitement aux immigrants les terres volées aux Indiens (ainsi que le font à l'heure actuelle les sionistes israélien dans les territoires arabes occupés).

Ainsi, des millions d'Européens attirés en Amérique se voient attribuer des terres vastes et fertiles. Les Indiens sont refoulés et massacrés. La colonisation devient extermination avec la ruée vers l'or, à partir de 1851. Comanches, Pawnees, Apaches, Sioux, Navajos, Cheyennes, Mohicans, Delawares, Creeks, tous sont victimes de la fureur raciste et de la soif de profit. Un demi-million d'Indiens, selon le gouvernement U.S. lui-même a été massacré. Les 500 000 Indiens qui restent, en 1892, sont systématiquement parqués dans des « réserves » où ils ne peuvent trouver de quoi survivre, d'autant que les yankees organisent la famine (ainsi du sinistre Buffalo-Bill, glorifié par la propagande bourgeoise, qui fut chargé d'anéantir tous les bisons de la prairie, qui représentaient l'essentiel de la nourriture des Indiens. Ceux-ci meurent de misère et de maladie et on n'en compte plus que 200 000 en 1910.

Le martyre du peuple indien n'est pas achevé à cette date. Pour tenter de survivre, les tribus sont obligées de vendre de larges parts de leur patrimoine foncier à des colons blancs (360 000 km2 sur un total de 600 000 km2). Plus de 400 traités ont été signés pour sanctionner ces dépouillements successifs. La plupart d'entre eux ont été depuis lors violés sans vergogne, tant par les propriétaires fonciers que par les autorités publiques.

Aujourd'hui, les conditions d'existence des Indiens sont dramatiques. Selon un bilan du gouvernement U.S., il reste encore 50 000 enfants indiens à scolariser. Près de 50 % des hommes des réserves sont « sans travail ». Tous vivent dans des conditions d'abjecte pauvreté. Il est courant de voir des familles de 6 ou 8 personnes vivre dans une ou deux pièces, sans eau courante et sans hygiène. Dans la plupart des foyers, le revenu annuel ne dépasse pas 1 450 dollars (650 000 anciens francs), lorsque le père n'est pas au chômage. D'autres statistiques sont significatives :

— Age moyen du décès aux Etats-Unis : 63 ans.

— Age moyen du décès pour les Indiens : 43 ans.

— Taux moyen de mortalité infantile aux U.S.A. : 23 pour mille naissances.

— Taux moyen de mortalité infantile indienne : 43 pour mille naissances.

Mais le peuple indien martyr s'est ressaisir ! A l'image des autres minorités nationales des U.S.A. (Noirs, Porto-Ricains, Mexicains) et sous la conduite de dirigeants courageux, il affronte de nouveau avec détermination le pouvoir raciste du capitalisme yankee.

Forts de leur unité, forts de la vitalité de leur peuple (taux de natalité de 42 pour mille contre 22 pour mille en moyenne ; 500 000 personnes de nouveau), les Indiens sont forts aussi d'une longue et riche tradition de lutte contre les oppresseurs.

Les Indiens Sioux de Wounded Knee se souviennent de Crazy Horse, grand chef indien de leur propre tribu, celle des Oglala, au siècle dernier. Continuellement sur le sentier de la guerre de résistance, il tint tête, avec ses guerriers, aux envahisseurs, jusqu'au jour où, croyant en leur parole, il se soumit à eux. Quelques semaines plus tard, il était assassiné par un mercenaire à coups de baïonnettes...

Les Indiens insurgés savent qu'ils doivent compter sur leurs propres forces et la solidarité de tous les opprimés, mais ne jamais faire confiance à leurs ennemis !

J. Vermont.

AFFICHEZ H. R.

RENAULT-BILLANCOURT

"A travail égal, salaire égal" exigent les 400 O.S. en grève

Aux usines Renault de Billancourt, rien ne va plus. Déjà depuis le début de l'année des grèves, des actions se sont déroulées au département 38, 34, 14, etc., et les ouvriers spécialisés des ateliers 12-50 et 12-61 ont fait des débrayages de solidarité pour soutenir les actions de leurs camarades.

Maintenant les quatre cents ouvriers spécialisés des ateliers 12-50 et 12-61 de découpe et d'emboutissage des carrosseries sur les grosses presses (Clearing et Spietz) de l'île Seguin sont en grève depuis le 21 mars. Les O.S. en grève dont 80 % sont des travailleurs immigrés, Algériens, Africains, Espagnols, Portugais, etc., revendiquent une classification supérieure, celle de P. 1 Fabrication, et de meilleures conditions de travail. Les grévistes réclament la juste application du principe « *A travail égal, salaire égal* ». La classification de P. 1 F. donnée à la tête du client à quelques-uns a fait son temps. Les O.S. grévistes ne veulent pas de cette division, ils revendiquent à juste titre la catégorie P. 1 F. pour tous. La direction Renault a aussi utilisé ses bandes armées, ses hommes armés pour tenter de briser cette grève. Les ouvriers se souviennent qu'il y a un peu plus d'un an, le 25 février 1972, le fasciste Tramoni assassinait l'arme à la main le jeune ouvrier Pierre Overney.

Alors des négociations ont lieu entre les directions des différents syndicats et la direction Renault. Un compromis est réalisé le mardi 27 mars entre la direction Renault et la direction syndicale C.G.T. dans le but de faire reprendre le travail. La direction syndicale de la C.G.T. estimait que ce compromis apportait « satisfaction à la juste revendication ». Et la base consultée rejetait catégoriquement cette « prime de risque-presses ». Ce que veulent les O.S. en grève, ce n'est pas une prime acquise après sept années de présence, mais un salaire égal pour tous et tout de suite correspondant

à la classification de P. 1 Fabrication.

La direction syndicale C.F.D.T. a pris position : « La prime de risque-presses, ce n'est pas la revendication initiale des travailleurs, c'est une prime liée aux conditions de travail ; on n'améliore pas ces conditions en les payant... » Il est vrai que pour abaisser les décibels dus au mouvement des presses qui découpent, emboutissent, des fenwicks qui transportent les chutes de découpes, des ponts qui alimentent les presses en tôle mince, il faut rechercher une autre solution pour diminuer ce vacarme « abrutissant » pour l'homme. Il faut y travailler pour connaître la vie de ces O.S., ces esclaves modernes.

Et pourtant le plumitif Charles Silvestre dans *l'Humanité* révisionniste du 29 mars 1973 écrit : « *Les avantages obtenus mardi sont, le* qui ferait bien de faire un stage comme O.S. dans ces ateliers, mon-*syndicat C.G.T. le réaffirme, importants. La revendication d'avoir le même salaire pour un travail qui est le même a été pratiquement satisfaite. Les propositions se traduisent par un gain d'environ 100 francs par mois pour trois cents O.S. et de 50 francs pour soixante-treize autres.* » Et ce journaliste de service, tre le mépris qu'il a envers les travailleurs : « *Aux yeux des grévistes, seule la majoration du salaire horaire présente une sécurité.* » Oui, les grévsites ont largement raison et il était un temps où à la C.G.T. nous luttions pour l'intégration de toutes les primes dans le salaire, car les travailleurs savent par expérience que le capitalisme exploiteur peut diminuer ou supprimer la prime selon son bon vouloir.

La détermination des O.S. grévistes a donc obligé les dirigeants de la C.G.T. à changer de tactique pour rester à la tête du mouvement afin de tenter de le dévoyer.

Sylvain, le responsable n° 1 de la C.G.T. chez Renault, n'a-t-il pas proclamé mardi 27 mars que l'ensemble des syndicats de la Régie voulaient éviter « un affrontement majeur ». Puis ensuite il a déclaré : « La lutte continue. Elle prend une nouvelle dimension. » Et aussi le vendredi 30 mars, c'est Séguy qui lance cet appel : « Les organisations C.G.T. doivent être partout à l'initiative de l'action. » Dépassés par les actions émanant directement de la *base*, les dirigeants révisionnistes ne veulent pas prendre le train en retard comme en 1968 et pratiquent aujourd'hui la ligne social-démocrate des Jouhaux et autres réformistes.

Mais la pratique de la base, dans son juste combat classe contre classe, mettra en échec ces agents de la classe des capitalistes infiltrés dans le mouvement ouvrier.

La lutte de classe s'intensifie dans les rangs de la classe ouvrière et n'a-t-on pas vu des délégués C.G.T. et C.F.D.T. demander de riposter au lock-out de la direction Renault par *l'occupation des lieux de travail et par l'extension des actions* au cours des assemblées tenues vendredi 30 mars.

Dès le jeudi 29 mars, les O.S. des presses de Sandouville, les trois cents O.S. des presses de Flins se sont mis en grève par solidarité ; au Mans, plus de la moitié des deux cents O.S. des presses ont participé à deux débrayages.

Et pendant ce temps, Sylvain ne faisait que répéter : « Les syndicats sont prêts à négocier à toute heure du jour et de la nuit. » Il suit son maître à penser Séguy.

Il est vrai que les syndicats révisionnistes et réformistes ont signé il n'y a pas si longtemps — le mercredi 17 janvier 1973 — un accord d'entreprsie qui, selon Séguy, déclarait pour sa part : « L'accord Renault est un bon exemple de la politique contractuelle, mais à la limite, il n'y a pas de quoi pavoiser. » C'est ce qu'on appelle se réserver une porte de sortie en cas de coup dur.

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour montrer que les O.S. ne se contentent pas seulement de signature au bas d'un accord, de « paix sociale » qui n'accorde que des miettes. Les ouvriers, chez Renault comme ailleurs, savent d'expérience que c'est danc l'action que s'arrachent les revendications économiques, sociales et politiques.

VICTOIRE à Renault-Billancourt

400 ouvriers spécialisés obtiennent l'égalité des salaires et 100 F par mois pour 300 d'entre eux

(Page 5, Charles SILVESTRE.)

L'Humanité du 28 mars.

Forts d'un premier succès

les 400 O.S. de Renault-Billancourt poursuivent la lutte

SIX FEDERATIONS DU P.C.F. : *soutien sans réserves aux ouvriers spécialisés de la Régie*

(Page 6, Charles SILVESTRE.)

L'Humanité du 29 mars.

AVEC LES GRÉVISTES DE RENAULT

Le tract de l'Opposition syndicale ouvrière de Renault que nous publions ci-dessous a été diffusé en commun aux usines Renault par des camarades espagnols et français.

—o—

Depuis jeudi dernier, au tour de nuit, plus de quatre cents ouvriers portugais, arabes, yougoslaves et espagnols ont commencé une grève dans les ateliers des presses 12, 34, 38 et dans l'atelier 75-55 du département 74. Nous sommes décidés à poursuivre la grève jusqu'à la satisfaction de nos justes revendications :

— Diminution des cadences infernales : il ne faut pas oublier que par exemple dans l'atelier 75-55, les onze ouvriers qu'il y a aujourd'hui font le même rendement que les vingt qu'il y avait en 1968 ;

— Un remplaçant pour quinze personnes sur la chaîne ;

— Protection contre le « convoyeur » ;

— Balayage régulier de l'atelier et protection contre les vapeurs et la poussière ;

— Pauses plus longues ;

— A travail égal, catégorie égale et salaire égal *sans distinction de nationalité. Quand il faut travailler nous sommes P 1 F, mais pour la paie nous sommes O.S.*

En 1970 nous avons déjà lutté contre cette situation mais la C.G.T. nous a trompé en disant que tout s'arrangerait en faisant des arrêts de travail d'une heure par jour... Trois ans après ces promesses mensongères ont été emportées par le vent.

Maintenant la direction et la C.G.T. se sont mises d'accord pour nous proposer quelques primes ridicules qui n'atteignent même pas 100 francs par fois et que seuls les camarades travaillant dans l'usine depuis plus de sept ans peuvent toucher. C'est une manœuvre montée dans le dos des travailleurs et qui cherche à briser notre lutte unie.

D'autre part, la direction a recouru aux menaces et aux provocations pour nous terroriser. Elle ne s'est pas contentée de nous menacer pour avoir « lutté en dehors du syndicat », elle a aussi envoyé ses hommes de main, assassins de Pierre Overney, pistolet à la ceinture, et elle a envoyé sur les chaînes cinquante contremaîtres et des gardiens pour les faire travailler.

Mais ni les menaces ni les manœuvres de la C.G.T. et du syndicat jaune C.G.C. ne pourront nous diviser ni freiner notre combat. Déjà le 26, il y a eu des débrayages de solidarité à Flins.

Camarades, en avant ! Notre lutte est celle de tous les camarades de Renault, celle de tous les ouvriers immigrés et de tous les travailleurs contre l'exploitation et les lois anti-ouvrières comme la circulaire Fontanet.

L'O.S.O. qui est le syndicat révolutionnaire de tous les travailleurs espagnols, appelle tous les ouvriers espagnols de Renault à appuyer cette lutte et à s'organiser en comités d'usine et d'atelier pour faire face à la direction et aux manœuvres de trahison des dirigeants bureaucrates de la C.G.T.

Expulsés d'Espagne par la misère à laquelle la dictature yankee-franquiste soumet notre peuple, nous ne pouvons tolérer d'être exploités impunément. Suivons l'exemple de nos camarades de Vigo, El Ferrol et La Menera.

Etendons la lutte à tout Renault !

Démasquons le syndicat jaune !

Travailleurs espagnols et de toutes nationalités, unissons-nous tous dans une même lutte !

(Comité de l'O.S.O. de Renault, membre du FRAP - 29-3-1973.)

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56 rue des Haies, 75020 PARIS. — Dépôt légal : 1er trimestre 1973